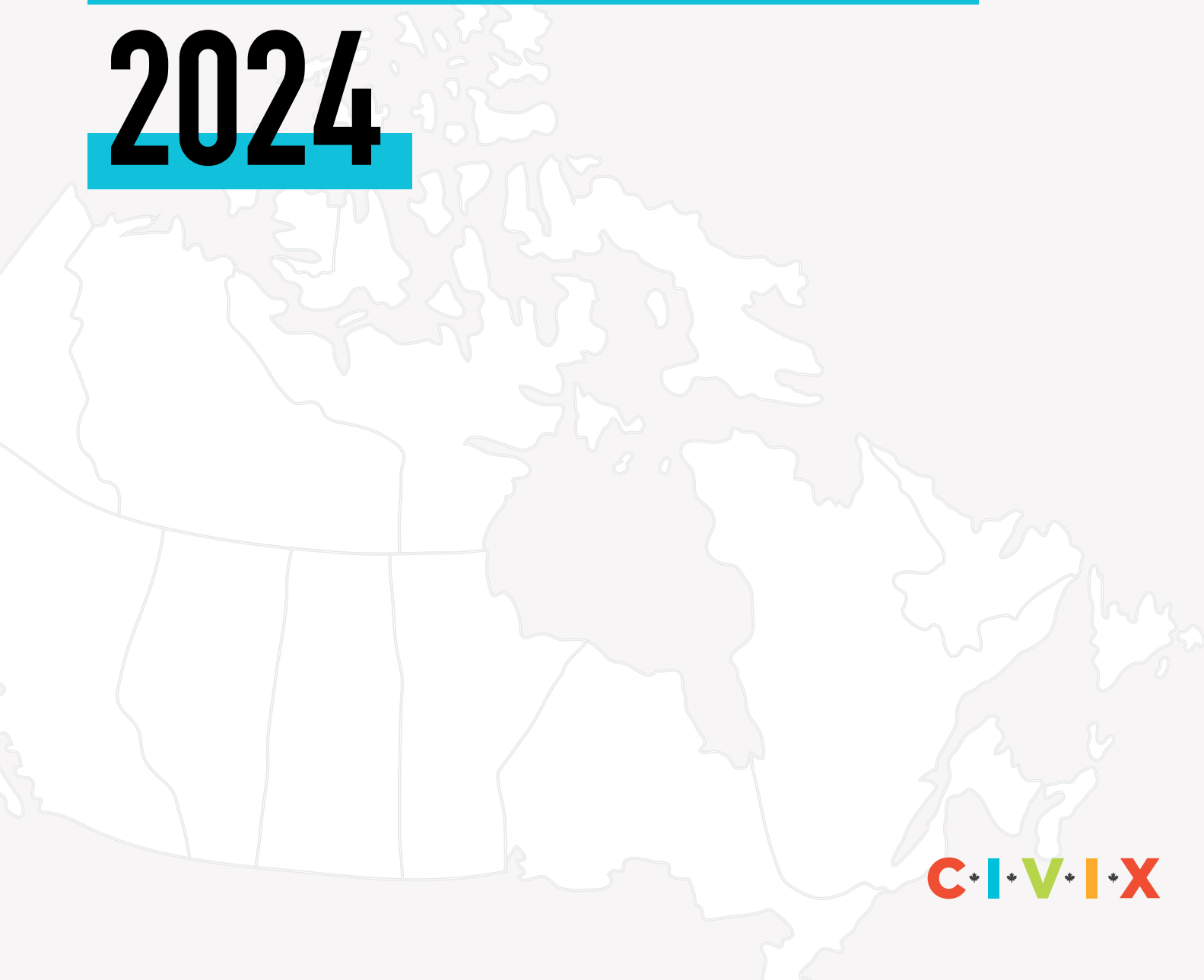




CONSULTATIONS BUDGÉTAIRES
AUPRÈS DES ÉLÈVES

RESSOURCES PÉDAGOGIQUES 2024



Remerciements

Les Consultations budgétaires auprès des élèves sont un programme de CIVIX.

CIVIX est un organisme de bienfaisance enregistré, non partisan, qui contribue, grâce à l'éducation civique, à développer et renforcer l'engagement démocratique des jeunes.

Le programme des Consultations budgétaires auprès des élèves de 2024 est rendue possible grâce au soutien financier du gouvernement du Canada et de fondations privées.



Avis de droit d'auteur

Cette ressource de CIVIX est protégée par le droit d'auteur. Les pages de cette publication peuvent être reproduites librement à des fins éducatives et dans le cadre d'activités sans but lucratif.



BIENVENUE

Qu'est-ce que le programme des Consultations budgétaires auprès des élèves?

Les Consultations budgétaires auprès des élèves sont un programme qui offre aux jeunes l'occasion d'explorer l'impact des décisions du gouvernement sur leur vie, de discuter des enjeux importants auxquels le pays est confronté et de donner leur avis sur les priorités du prochain budget fédéral.

Les opinions des élèves sont recueillies grâce à un questionnaire, puis les résultats sont transmis au ministère des Finances et à tous les partis politiques fédéraux.

Quelles sont les ressources pédagogiques offertes pour accompagner les enseignant.e.s?

Cinq plans de leçon ont été développés par CIVIX pour guider les enseignant.e.s à travers les Consultations budgétaires auprès des élèves de 2024. Les plans de cours comprennent des documents, des fiches d'activité, des diaporamas et des vidéos. Toutes les ressources sont disponibles en ligne sur le site consultationsbudgetaires.ca.

Le contenu des leçons aborde les thèmes suivants :

- **Introduction aux principes fondamentaux d'un budget** : Comment nos objectifs et nos priorités façonnent-ils nos décisions?
- **Le budget du gouvernement fédéral** : Comment le budget m'affecte-t-il, ma famille et moi? À quoi pouvons-nous nous attendre pour le prochain budget?
- **L'économie et la politique fiscale** : Quels sont les principaux enjeux auxquels sont confronté.e.s les Canadien.ne.s et notre économie?
- **Les différentes opinions politiques** : Quels liens peut-il y avoir entre les croyances et les valeurs, d'un côté, et les points de vue politiques, de l'autre?

- **La citoyenneté active** : Que signifie être un.e citoyen.ne. actif.ve? Comment puis-je défendre un enjeu qui me tient à cœur?

Les ressources vidéos sont intégrées dans le contenu des leçons, mais elles peuvent également être visionnées de manière indépendante.

- **Vidéos d'introduction** : Explorer les bases et les impacts du budget fédéral.
- **Vidéos sur le budget du gouvernement fédéral** : Examiner les principaux revenus et les principales dépenses du gouvernement du Canada, puis faire des prédictions au sujet du prochain budget.
- **Vidéo sur l'économie et la politique fiscale** : Comprendre les concepts de l'économie et de la politique fiscale et explorer les enjeux actuels qui auront un impact sur le budget de 2024.
- **Vidéos sur les différentes opinions politiques** : Réviser le concept de l'échiquier politique et les différentes positions idéologiques.
- **Vidéos sur la citoyenneté active** : Découvrir les conseils de jeunes Canadien.ne.s engagé.e.s pour défendre à mon tour les enjeux sociaux qui me tiennent à cœur.

Nous vous encourageons à consacrer de 3 à 5 périodes à l'étude du contenu suggéré puis à la participation au questionnaire sur le budget de 2024. N'hésitez pas à utiliser, modifier, réorganiser et choisir les leçons et les ressources connexes comme bon vous semble.

Comment puis-je renforcer les habitudes d'une discussion constructive?

Les tensions sociales et l'érosion des normes démocratiques dans le monde entier ne font que souligner la nécessité d'acquérir des compétences en matière de discussion constructive. La démocratie nécessite que les gens ayant différents points de vue communiquent entre eux.

Dans les présentes ressources, vous trouverez, intégrés aux activités, des protocoles de discussion. Ceux-ci structurent les discussions en classe afin de favoriser l'apprentissage des élèves et les dialogues inclusifs et collaboratifs. Les protocoles de discussions éliminent certains facteurs imprévisibles d'une discussion, de sorte que les élèves peuvent se concentrer sur le partage et sur l'écoute active. Pour découvrir plus de ressources, visitez le parlonspoli.ca.

parlonspoli

Quels sont les avantages du programme pour les élèves?

Le programme vise à favoriser les connaissances et les compétences d'une citoyenneté engagée, y compris la culture civique, la pensée critique et la littératie financière.

Les résultats obtenus par les élèves au terme du programme sont les suivants :

- Amélioration de la connaissance et de la compréhension du gouvernement canadien;
- Sensibilisation et intérêt accrus pour l'actualité et la politique;
- Sensibilisation au budget et à la gestion financière; et
- Amélioration de la pensée critique et des compétences en matière de prise de décision.

POUR UN SOUTIEN SUPPLÉMENTAIRE OU NOUS FAIRE PART DE VOS QUESTIONS

Pour toutes questions ou tous commentaires, veuillez communiquer par courriel avec notre équipe au:

 **SALUT@CIVIX.CA**

 **CONSULTATIONSBUDGETAIRES.CA**

TABLE DES MATIÈRES

LEÇON 1 : INTRODUCTION AUX PRINCIPES FONDAMENTAUX D'UN BUDGET 6

Activité 1.1 : Tes choix et tes priorités	10
Document 1.2 : Liste des dépenses et revenus potentiels	12
Activité 1.3 : Avant/maintenant	13

LEÇON 2 : LE BUDGET DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL 14

Document 2.1 : Les rôles et responsabilités des ordres de gouvernement	18
Document 2.2 : Éléments marquants du budget 2023	20
Document 2.3 : Corpus de textes sur l'actualité politique	23
Activité 2.4 : L'actualité et le budget fédéral	25

LEÇON 3 : L'ÉCONOMIE ET LA POLITIQUE FISCALE 27

Activité 3.1 : Priorités budgétaires	30
Activité 3.2 : L'économie	31

LEÇON 4 : LES DIFFÉRENTES OPINIONS POLITIQUES 32

Activité 4.1 : Carte de réflexion	35
-----------------------------------	----

LEÇON 5 : LA CITOYENNETÉ ACTIVE 36

Activité 5.1 : Modèle de Frayer - La citoyenneté active	39
Document 5.2 : Conseils pour la rédaction d'un message persuasif	40

ANNEXE I : LE QUESTIONNAIRE DES CONSULTATIONS BUDGÉTAIRES AUPRÈS DES ÉLÈVES 41

ANNEXE II : INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE QUESTIONNAIRE 52

LEÇONS



LEÇON 1 : INTRODUCTION AUX PRINCIPES FONDAMENTAUX D'UN BUDGET



QUESTIONS GUIDES

- 1 Comment nos objectifs et nos priorités contribuent-ils à façonner nos décisions?
- 2 À quoi sert un budget?
- 3 Est-ce que je devrais m'intéresser au budget du gouvernement fédéral?

APERÇU

Dans la vie, il faut faire des choix. Établir des objectifs et des priorités nous aide à décider de ce que nous souhaitons faire de notre temps et de notre argent.

Dans cette leçon, les élèves verront de quelle manière leurs priorités peuvent affecter leur budget. Ils se renseigneront sur la planification financière, puis prendront part à une activité portant sur les finances personnelles. Ensuite, les élèves discuteront du budget du gouvernement fédéral et de l'importance d'être un.e citoyen.ne informé.e et engagé.e.

OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

À la fin de la leçon, les élèves pourront :

- Expliquer pourquoi il est important d'établir un budget;
- Évaluer leurs priorités et leurs décisions par le biais d'une activité sur les finances personnelles;
- Comprendre l'importance d'être bien informé.e sur le budget du gouvernement fédéral.

INTRODUCTION

1. Demandez aux élèves de penser à ce qu'ils en feraient s'ils devaient recevoir un chèque de 500 \$ aujourd'hui. Donnez-leur quelques minutes pour qu'ils y réfléchissent individuellement, puis donnez-leur un moment afin qu'ils puissent échanger leurs idées avec un.e camarade de classe. Invitez ensuite les élèves qui le souhaitent à présenter leurs projets au reste de la classe.
2. En petits groupes ou en groupe-classe, faites un compte-rendu de l'activité à l'aide des questions suivantes :
 - a) Pourquoi avez-vous choisi de dépenser l'argent comme vous l'avez fait? Qu'est-ce qui a motivé vos décisions?
 - b) Avez-vous dépensé cet argent pour quelque chose qui était essentiel, pour quelque chose qui vous faisait plaisir ou pour les deux?
 - c) Pensez-vous que votre décision aurait été différente si vous aviez été plus âgé.e ou si vous veniez de terminer vos études secondaires? Pourquoi?

ACTIVITÉS D'APPRENTISSAGE

1. Entamez une discussion sur les **priorités**. Pourquoi devrions-nous établir des priorités?
 - Une priorité est une chose considérée comme très importante ou plus importante que d'autres.
 - Établir des priorités permet de déterminer comment employer des ressources telles que l'argent, le temps et les efforts.
 - Les priorités nous aident à prendre nos décisions au quotidien ainsi qu'à identifier nos objectifs à long terme.

Par exemple, si l'emploi que vous souhaitez occuper plus tard est chef.fe cuisinier.ère, vous devrez sans doute fréquenter une école hôtelière pour acquérir les connaissances et l'expérience nécessaires à l'exercice de ce métier. Pour cela, il vous faudra économiser suffisamment d'argent pour payer les frais de scolarité et être en mesure

de subvenir à vos besoins pendant vos études. Pour atteindre cet objectif, vous devrez fort probablement occuper un emploi et dépenser votre argent judicieusement.

2. Présentez le concept de **budget** et demandez aux élèves s'ils ont déjà dû établir leur propre budget. Regardez la vidéo « **Qu'est qu'un budget ?** » et demandez à vos élèves de réaliser un croquis-note (de l'anglais sketchnote) pour en résumer le contenu. Donnez-leur quelques minutes pour le compléter.

NOTE POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT :

Les croquis-notes (ou croquinotes) sont des cartes visuelles de ce que les élèves ont pu retenir d'une explication ou d'une leçon, créées à partir de remarques écrites, de dessins, d'icônes et d'autres éléments visuels tels que des flèches, des cases et des lignes. Ils permettent aux élèves de synthétiser et de résumer visuellement des idées afin de mieux les retenir. (Vous trouverez ici un [exemple et des explications plus détaillées](#).)

Un **budget** est un plan financier. Pour établir un budget personnel, il faut d'abord calculer l'argent que nous prévoyons gagner ou recevoir, et ce, avant de déterminer la façon dont nous le dépenserons.

Généralement, nous n'avons pas suffisamment d'argent pour faire tout ce que nous souhaitons, et c'est pourquoi il faut se fixer des priorités. Pour ce faire, il importe d'analyser nos besoins et nos envies, et ce, dans le but d'établir un budget.

- **Les besoins** sont les éléments de base qu'il nous faut pour survivre (nourriture, vêtements, logement, etc.), les ressources nécessaires pour faire notre travail (éducation/formation, transport fiable, information et technologies, outils du métier) et les ressources qui permettent d'acquérir des biens et de les protéger (économies, assurances).
- **Les envies** sont des choses qui nous font plaisir, mais qui ne sont pas nécessaires à notre vie, à notre subsistance ou à la protection de ce que nous possédons.

Un budget est en quelque sorte une « feuille de route » qui nous aide à nous rendre du point A au point B, ou à atteindre certains objectifs. Ces objectifs peuvent être, par exemple : faire passer ses économies de 1 000 \$ à 100 000 \$, avoir suffisamment d'argent pour se marier ou encore, avoir la mise de fonds nécessaire à l'achat d'une maison. La planification de nos finances nous permet d'atteindre l'objectif fixé.

3. Permettez aux élèves d'accéder à la version numérique de l'Activité 1.1 et du Document 1.2, ou distribuez-en des copies papier en classe. Ensuite, expliquez-leur le scénario suivant :

Le Canada a lancé un nouveau programme qui encourage les diplômé.e.s du secondaire à prendre une « année sabbatique » afin d'explorer de nouveaux centres d'intérêt et de vivre des expériences enrichissantes avant de poursuivre une carrière ou des études postsecondaires. Chaque jeune participant recevra une bourse de 3 000 \$ pour financer ses activités au cours de l'année.

À l'aide du Document 1.2, les élèves devront créer un budget pour leur année sabbatique. Ils devront choisir comment dépenser leur temps et leur argent. S'ils prévoient faire des économies au cours de cette année, ils devront également décider à la fin de l'exercice de ce qu'ils souhaitent en faire.

Donnez 15 à 20 minutes aux élèves pour compléter l'activité.

4. Demandez aux élèves de former des petites équipes et de présenter leur budget à leurs coéquipier.ère.s. Ensuite, faites un compte-rendu avec toute la classe :

- Comment vos priorités ont-elles affecté vos choix?
- Dans quelle mesure vos choix étaient-ils similaires ou différents de ceux des autres?
- Est-il important de faire un budget pour gérer son argent? Pourquoi?

5. Regardez la vidéo « **En quoi le budget du gouvernement te concerne-t-il ?** » et passez en revue les renseignements suivants sur le budget fédéral et les Consultations budgétaires auprès des élèves :

- Le gouvernement fédéral prépare actuellement le budget de 2024. Il lui faudra donc établir des priorités afin de déterminer quelles seront ses nouvelles dépenses, et ce, de manière à répondre de la meilleure façon aux besoins des Canadien.ne.s.
- Dans le cadre du processus budgétaire, le gouvernement consulte les citoyen.ne.s, les économistes et les partis d'opposition pour connaître leurs points de vue et leurs recommandations.
- Les jeunes Canadien.ne.s de tout le pays sont invité.e.s à prendre part aux Consultations budgétaires auprès des élèves de 2024. Les commentaires recueillis seront ensuite transmis par CIVIX au ministère des Finances et aux partis d'opposition de la Chambre des communes.

6. En petits groupes, demandez aux élèves de discuter de l'une ou des deux questions suivantes à l'aide du protocole de discussion *Mettre son grain de sel*, détaillé ci-dessous.

- Pensez-vous qu'il est important de s'intéresser au budget fédéral? Pourquoi?
- Le gouvernement devrait-il consulter les jeunes au sujet du budget et des autres politiques publiques? Pourquoi?

Protocole de discussion *Mettre son grain de sel* :

a) Donnez à chaque élève deux jetons - il peut s'agir d'une pièce de monnaie, d'un jeton ou d'autre chose. Faites-leur savoir que chaque jeton représente une occasion de s'exprimer et que, durant cette activité, ils prendront la parole deux fois en petits groupes - une fois pour partager leur propre idée, et une fois pour répondre à celle d'un.e autre. Il leur faudra écouter attentivement ce que disent les autres.

- b) Répartissez les élèves en groupes de quatre.
À tour de rôle, chaque élève place un jeton au centre de la table et partage son idée.
- c) Lorsque tout le monde aura pu s'exprimer, chaque élève placera son deuxième jeton au milieu de la table et répondra à ce qu'une autre personne a dit. Par exemple : « Je suis d'accord avec ____ parce que... » ou, « Je voudrais ajouter quelque chose à ce que ____ a dit... » ou « J'ai apprécié le commentaire de ____ parce qu'il m'a fait réaliser que... ».
- d) (Facultatif) Faites un compte rendu de l'activité. Que pensent les élèves de cette expérience d'écoute? Ont-ils été capables de se concentrer pour chaque intervention? Était-il difficile de se rappeler de leurs idées jusqu'à ce que tout le monde ait parlé?

CONSOLIDATION DES ACQUIS

Demandez aux élèves de remplir l'Activité 1.3 :

Avant/maintenant

- Avant, je pensais...
- Et maintenant, je pense...

ACTIVITÉ 1.1 : TES CHOIX ET TES PRIORITÉS

Scénario imaginaire : Le Canada annonce un nouveau programme dont le but est d'encourager les jeunes diplômé.e.s du secondaire à prendre une « année sabbatique » pour découvrir leurs intérêts et vivre des expériences enrichissantes avant de poursuivre une carrière ou des études postsecondaires. Chaque jeune participant recevra une bourse de 3 000 \$ pour financer ses activités au cours de l'année.

Activité : Décide de ce que tu comptes faire de ton année sabbatique et établis un budget en conséquence. Tu devras déterminer de quelle manière tu comptes dépenser ton temps et ton argent à l'aide des activités figurant dans le Document 1.2. Si tu prévois de faire des économies au cours de cette année, tu devras également décider à la fin de l'exercice de ce que tu souhaites en faire.

Revenu

Calcule ton revenu pour l'année en fonction de tes choix. Inscris les détails et les montants correspondants pour chacune des sources listées ci-dessous, en te servant du Document 1.2.

SOURCE	DÉTAILS	MONTANT
Gouvernement du Canada		\$
Revenu issu d'un emploi		\$
Autres revenus		\$
Revenu Total :		\$

Dépenses

Calcule tes dépenses pour l'année en fonction de tes choix. Inscris les détails et les montants correspondants pour chacune des sources listées ci-dessous, à l'aide du Document 1.2.

SOURCE	DÉTAILS	MONTANT
Logement		\$
Épicerie/nourriture		\$
Transport		\$
Forfait de téléphone		\$
Voyages		\$
Loisirs		\$
Dépenses Totales :		\$

Épargne

Calcule ton épargne (l'argent qui te reste à la fin de l'année) en soustrayant tes dépenses de tes revenus (revenus - dépenses = épargne).

Montant des Épargnes :

\$

QUESTIONS FINALES

Considères-tu que tes choix reflètent tes priorités et tes objectifs? Justifie ta réponse.

**Te restera-t-il de l'argent à la fin de l'année? Est-ce que cela faisait partie de ton plan?
S'il te reste de l'argent, que penses-tu faire de ces économies?**

DOCUMENT 1.2 : LISTE DES DÉPENSES ET REVENUS POTENTIELS

Parmi ces activités, choisis-en quelques-unes pour créer ton budget annuel pour l'Activité 1.1. Les montants sont basés sur une estimation des moyennes nationales.

- 500 \$ Abonnement au gym	- 500 \$ Cours de langue	- 1 000 \$ Formation technique
- 15 000 \$ Loyer	0 \$ Vivre chez ses parents	- 800 \$ Abonnement téléphonique
- 4 000 \$ Épicerie (tous les achats pour une personne)	- 1 500 \$ Épicerie (quelques achats en cohabitation)	- 700 \$ Épicerie (achats minimums en cohabitation avec la famille)
- 2 000 \$ Voyage dans le pays (1 semaine)	- 3 000 \$ Voyage international (1 semaine)	- 5 000 \$ Voyage prolongé (2 mois)
- 1 500 \$ Transport en commun pour le travail et les activités sociales (fréquemment)	- 750 \$ Transport en commun pour le travail et les activités sociales	- 4 000 \$ Frais d'essence et de voiture
- 8 000 \$ Loisirs et restauration (fréquemment)	- 4 000 \$ Loisirs et restauration	- 2 000 \$ Loisirs et restauration (rarement)
+ 15 000 \$ Emploi à temps partiel (toute l'année)	+ 27 000 \$ Emploi à temps plein (toute l'année)	0 \$ Faire du bénévolat dans la communauté
+ 6 000 \$ Stage d'été (3 mois)	+ 1 000 \$ Travail occasionnel (p. ex. garder des enfants, promener les chiens, etc.)	Choix personnel

ACTIVITÉ 1.3 : AVANT/MAINTENANT

AVANT/MAINTENANT	
Avant, je pensais...	Et maintenant, je pense...

AVANT/MAINTENANT	
Avant, je pensais...	Et maintenant, je pense...

AVANT/MAINTENANT	
Avant, je pensais...	Et maintenant, je pense...

LEÇON 2 :

LE BUDGET DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL



QUESTIONS GUIDES

- 1 Qu'est-ce qu'un budget fédéral et que retrouve-t-on normalement dans ce budget?
- 2 En quoi les annonces budgétaires peuvent-elles avoir un impact sur moi et ma communauté?
- 3 Sur la base des principaux sujets évoqués dans l'actualité, à quoi pouvons-nous nous attendre pour le budget fédéral de 2024?

APERÇU

Lorsque le gouvernement prépare son budget fédéral, il consulte nombre de personnes afin de connaître leurs besoins et leurs intérêts.

Dans cette leçon, les élèves en apprendront davantage sur le budget du gouvernement fédéral ainsi que sur l'impact qu'il peut avoir sur eux et leur famille. Ils étudieront ensuite les principales dépenses et sources de revenus du gouvernement du Canada avant d'analyser les annonces du budget 2023. De plus, ils verront comment l'actualité peut influencer le contenu du budget puis feront des prédictions sur le budget 2024. Dans l'activité de *Consolidation des acquis*, les élèves seront invité.e.s à réfléchir à ce qu'ils ont appris et aux enjeux qu'ils souhaitent voir figurer en priorité dans le prochain budget.

OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

À la fin de la leçon, les élèves pourront :

- Décrire les principales dépenses du gouvernement fédéral;
- Décrire les principales sources de revenus du gouvernement fédéral;
- Expliquer ce qu'on retrouve généralement dans un budget fédéral;
- Examiner les récentes annonces relatives aux dépenses du gouvernement fédéral;
- Faire des prédictions au sujet du contenu du budget à venir en faisant des liens avec l'actualité.

ACTIVATION DES CONNAISSANCES ANTÉRIEURES (FACULTATIVE)

Pour être en mesure de comprendre dans quels domaines peut intervenir le gouvernement fédéral, il importe de comprendre et de connaître les rôles et les responsabilités des ordres de gouvernement.

1. Présentez la structure du gouvernement au Canada avec la vidéo « Les ordres de gouvernement » et discutez avec la classe de la répartition des responsabilités.
 - a) Distribuez aux élèves le Document 2.1 et expliquez-leur que les différents niveaux de gouvernement travaillent ensemble sur de nombreuses questions, comme les soins de santé. Par exemple, le gouvernement fédéral se concentre sur le financement des provinces et des territoires (par le biais du Transfert canadien en matière de santé), ainsi que sur la protection de la santé, la surveillance et la prévention des maladies, y compris l'approbation et l'achat de vaccins.
 - b) Demandez aux élèves de répondre aux questions du Document 2.1 puis faites un retour en corrigeant avec l'ensemble de la classe.

INTRODUCTION

Les activités de cette leçon ont pour but la création d'un **tableau** sur lequel figureront des notes autocollantes (en utilisant si possible trois couleurs différentes). Dans cette activité d'*Introduction*, les élèves seront d'abord appelé.e.s à faire part de leurs connaissances actuelles sur le budget fédéral et à les inscrire dans ce tableau. Ils y ajouteront ensuite les nouvelles connaissances acquises au cours de la réalisation de la section *Activités d'apprentissage*. La création d'un tel tableau est utile en ce qu'elle permet aux élèves de faire la distinction entre les informations qui viennent confirmer ou compléter des connaissances préexistantes et les informations qui leur sont entièrement nouvelles. De plus, cela leur donne l'occasion de rectifier certaines informations erronées.

Les activités de cette leçon sont présentées comme des activités à réaliser en groupe-classe, mais elles peuvent également être réalisées en petits groupes.

1. Créez un tableau à l'aide d'un grand papier/carton ou d'un outil en ligne tel que *Google Jamboard*. Il devra comporter trois sections : « Connaissances actuelles », « Nouvelles connaissances » et « Connaissances erronées ».
2. Demandez aux élèves ce qu'ils savent déjà sur le budget du gouvernement fédéral. Demandez-leur d'inscrire chaque affirmation sur une note autocollante et de les placer dans la colonne « Connaissances actuelles ». Assurez-vous d'inscrire toutes les connaissances actuelles sur le tableau, même les affirmations que vous savez fausses. Les connaissances erronées seront abordées au cours de la prochaine série d'activités. Vous pouvez également ajouter les vôtres en y ajoutant une information que vous savez être erronée.

Questions guides suggérées :

- Quels sont les programmes et services offerts par le gouvernement fédéral dans le but de répondre aux besoins des Canadien.ne.s?
- Comment le gouvernement fédéral finance-t-il ces programmes et services?

ACTIVITÉS D'APPRENTISSAGE

Chacune des activités présentées ci-dessous se divise en trois étapes : a) regarder une vidéo, b) revoir les informations par le biais d'un jeu de questions-réponses, et c) ajouter des notes autocollantes au tableau pour indiquer les « Nouvelles connaissances ».

1. Examinez les concepts clés liés au **budget du gouvernement fédéral** (revenus, dépenses, surplus, déficit).
 - a) Regardez la vidéo « Le budget du gouvernement du Canada » et demandez à vos élèves de réaliser un croquis-note (de l'anglais *sketchnote*) pour en résumer le contenu. Donnez-leur quelques minutes pour le compléter.

NOTE POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT :

Les croquis-notes (ou croquinos) sont des cartes visuelles de ce que les élèves ont pu retenir d'une explication ou d'une leçon, créées à partir de remarques écrites, de dessins, d'icônes et d'autres éléments visuels tels que des flèches, des cases et des lignes. Ils permettent aux élèves de synthétiser et de résumer visuellement des idées afin de mieux les retenir. (Vous trouverez ici un [exemple et des explications plus détaillées.](#))

- b) À l'aide du Diaporama A, révisez les informations sur le sujet au moyen d'un jeu de questions-réponses et d'une discussion.
- c) Invitez les élèves à résumer ce qu'ils ont appris et à ajouter des notes sur le tableau.

NOTE POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT :

- Utilisez une note autocollante de couleur différente pour les énoncés se trouvant dans la colonne « Nouvelles connaissances ».
- Si l'un des nouveaux apprentissages des élèves s'appuie sur une connaissance préexistante, déplacez la note autocollante correspondante vers la section « Nouvelles connaissances » et attachez-y une nouvelle note autocollante avec le nouvel apprentissage.
- Tout au long de l'activité, passez en revue les connaissances actuelles des élèves pour identifier toute information qui pourrait être inexacte ou erronée. Si vous découvrez une fausse information, déplacez la note autocollante vers la section « Connaissances erronées » et expliquez comment la corriger ou la présenter de façon plus précise sur une note autocollante de couleur différente.

2. Examinez les concepts clés liés aux **dépenses du gouvernement fédéral** (transferts, charges de programmes, intérêts sur la dette).

- a) Regardez la vidéo « [Les dépenses du gouvernement du Canada](#) » et demandez aux élèves de compléter leur croquis-note, commencé lors de l'étape 1.
- b) À l'aide du Diaporama B, révisez les informations sur le sujet au moyen d'un jeu de questions-réponses et d'une discussion.
- c) Invitez les élèves à résumer ce qu'ils ont appris et à ajouter des notes sur le tableau.

3. Examinez les concepts clés liés aux **revenus du gouvernement fédéral** (impôts, cotisations d'assurance-emploi, revenus de la Couronne).

- a) Regardez la vidéo « [Les revenus du gouvernement du Canada](#) » et demandez aux élèves de compléter leur croquis-note commencé lors de l'étape 1.
- b) À l'aide du Diaporama C, révisez les informations sur le sujet au moyen d'un jeu de questions-réponses et d'une discussion.
- c) Invitez les élèves à résumer ce qu'ils ont appris et à ajouter des notes sur le tableau.

4. Examinez les **faits marquants du budget 2023** à l'aide du Document 2.2 ou de cette vidéo de Radio-Canada : [Budget fédéral : des mesures pour affronter la hausse du coût de la vie.](#)

Utilisez les questions guides suivantes pour analyser les informations :

- Quelles sont les nouvelles dépenses avec lesquelles vous êtes en accord? Avec lesquelles êtes-vous en désaccord? Pourquoi?
- En quoi ces programmes et ces changements vous affectent-ils, vous, votre famille et votre communauté?
- Y a-t-il des enjeux qui, selon vous, ont été oubliés ou méritent plus d'attention?

5. Présentez la vidéo « [Le budget fédéral](#) », de Farnell Morisset. Demandez aux élèves de réfléchir sur les événements de l'actualité qui pourraient influencer le budget de 2024. Dans sa vidéo, Farnell avance que l'actualité influence la composition du budget. Avant de répondre au questionnaire des Consultations budgétaires auprès des élèves, il importe que les élèves soient au fait des besoins causés par les événements de l'actualité de 2023.

- a) Avant de débiter la leçon, imprimez les textes contenus dans le corpus de textes proposés dans le Document 2.3 ou partagez les articles en format numérique avec vos élèves.
- b) Distribuez une copie en format numérique ou papier de l'Activité 2.4 à chaque élève.

- c) Divisez la classe en six équipes et attribuez-leur un chapitre du budget fédéral de 2023. Donnez-leur un certain temps afin qu'ils effectuent une recherche sur les événements qui ont manqué l'actualité de 2023 en lien avec le sujet sur lequel porte leur chapitre du budget de l'an dernier et qu'ils complètent l'Activité 2.4.
- d) Demandez à chaque équipe de déterminer un.e porte-parole qui fera un sommaire de l'actualité aux autres équipes. Laissez quelques minutes à chaque porte-parole afin qu'il présente son sommaire.
- e) Demandez aux élèves de rédiger individuellement six prédictions par rapport au budget fédéral de 2024, à la lumière de ce qui a été présenté par l'ensemble des équipes de la classe.

CONSOLIDATION DES ACQUIS

1. Avec toute la classe, passez en revue le tableau réalisé durant les activités de la leçon.
2. Lors d'une discussion en groupe-classe ou en petits groupes, demandez aux élèves d'identifier une chose qu'ils ont apprise et qui les a particulièrement marqué.e.s en expliquant pourquoi.

DOCUMENT 2.1 : LES RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES ORDRES DE GOUVERNEMENT

À l'aide de cet aide-mémoire sur les rôles et responsabilités des différents ordres de gouvernement, répond à la question suivante.

FÉDÉRAL	PROVINCIAL	MUNICIPAL
 Citoyenneté et passeports	 Collèges/universités	 Contrôle animal
 Droit criminel	 Permis de conduire et autoroutes	 Protection contre les incendies
 Monnaie	 Éducation	 Planification urbaine (zonage)
 Taxes fédérales	 Hôpitaux et soins de santé	 Parcs et loisirs
 Pêches et océans	 Municipalités	 Police locale
 Affaires étrangères et commerce	 Ressources naturelles	 Entretien des routes
 Défense nationale	 Propriétés et droits civils	 Transport en commun
 Terres et droits autochtones	 Taxes et impôts provinciaux	 Centres communautaires et de loisirs
 Langues officielles	 Services sociaux	 Gestion des déchets
 Service postal		 Traitement et distribution de l'eau potable
 Anciens Combattants		

Regarde les articles de journaux suivants puis indique qui, parmi les trois ordres de gouvernement, a le pouvoir et la responsabilité de changer les choses ou d'intervenir. Au besoin, tu peux consulter les articles en question, en cliquant sur le titre ou en effectuant une recherche sur le Web. Plus d'une réponse peut être possible.

- a) **Des Beaucerons exaspérés par la présence de chevreuils**

(24 avril 2018, Marc-Antoine Lavoie, Radio-Canada)

Ordre de gouvernement : _____

- b) **La hausse des frais de scolarité se fait déjà sentir**

(21 octobre 2023, Thomas Macdonald, La Presse)

Ordre de gouvernement : _____

- c) **Des files d'attente interminables pour obtenir son passeport à Gatineau et à Ottawa**

(17 juin 2022, Radio-Canada)

Ordre de gouvernement : _____

- d) **Crise du logement: les propriétaires dénoncent un réseau clandestin de cession de bail**

(14 septembre 2023, Gabriel Côté, Le Journal de Québec)

Ordre de gouvernement : _____

- e) **Paradis fiscaux: plus de 380 milliards \$ hors de portée**

(22 juillet 2020, Philippe Orfali, Le Journal de Montréal)

Ordre de gouvernement : _____

- f) **Le manque de financement du transport interurbain montré du doigt au Bas-Saint-Laurent**

(27 novembre 2023, Radio-Canada)

Ordre de gouvernement : _____

- g) **L'armée canadienne n'a pas la capacité de diriger une force sécuritaire en Haïti**

(9 mars 2023, Radio-Canada)

Ordre de gouvernement : _____

- h) **McGill suspend un investissement dans les programmes de langue française**

(19 octobre 2023, Thomas MacDonald, La Presse)

Ordre de gouvernement : _____

- i) **Fabrication de fausse monnaie de 2\$: une opération pour déstabiliser l'économie canadienne?**

(6 novembre 2023, TVA Nouvelles)

Ordre de gouvernement : _____

- j) **Le système de santé doit apprendre de « sa stupidité et de ses erreurs », selon des chercheurs**

(25 octobre 2023, Marie-Christine Bouchard, le Soleil)

Ordre de gouvernement : _____

DOCUMENT 2.2 : ÉLÉMENTS MARQUANTS DU BUDGET 2023

Chaque année, le gouvernement du Canada prépare un budget qui présente aux Canadien.ne.s un plan financier indiquant les prévisions de revenus et de dépenses pour l'année en cours, ainsi que des projections pour les années à venir.

Le budget 2023 a été publié le 28 mars 2023 et s'intitule *Un plan canadien : une classe moyenne forte, une économie abordable, un avenir prospère*.

Informations générales :

- Contrairement à l'année civile, l'année fiscale du gouvernement commence le 1er avril et se termine le 31 mars (12 mois).
- Les dépenses pour l'année fiscale 2023–2024 devraient s'élever à environ **490,5 milliards de dollars**. Ce montant était de 470,4 milliards de dollars au cours de l'année précédente.
- On prévoit que le montant des revenus pour l'année fiscale 2023–2024 sera d'environ **456,8 milliards de dollars**. Ce montant était de 437,3 milliards de dollars l'année dernière.
- Le document préparé par le gouvernement du Canada présente un plan qui ferait passer le déficit de 40,1 milliards de dollars en 2023–2024 à 14 milliards de dollars en 2028–2029.

LES PRINCIPALES MESURES DE SOUTIEN COMPRENNENT

Création d'emplois, travailleur.euse.s et accessibilité financière	→ 2,5 milliards de dollars pour un remboursement unique pour l'épicerie, permettant à certaines familles éligibles de recevoir jusqu'à 230 \$ par adulte et 121 \$ par enfant, jusqu'à un maximum de 467 \$ par famille. → 197,7 millions de dollars pour le Programme de stages pratiques pour étudiants afin de continuer à créer des possibilités d'apprentissage intégrées au travail au niveau postsecondaire. → Doubler la déduction d'emploi maximale, passant de 500 \$ à 1000 \$, pour les dépenses d'outils des gens de métier. → Une modification au Code canadien du travail pour interdire le recours à des travailleur.euse.s de remplacement durant une grève dans les industries réglementées par le gouvernement fédéral.
Réconciliation autochtone	→ 4 milliards de dollars sur sept ans (à partir de 2024) pour soutenir le logement des Premières Nations dans les réserves. → 2,8 milliards de dollars dans le cadre du règlement du litige collectif de la bande, qui vise à dédommager certaines Premières Nations pour les préjudices causés par le système des pensionnats. → 171 millions de dollars en 2022–2023 à Services aux Autochtones Canada, afin que les enfants des Premières Nations continuent de recevoir l'aide dont iels ont besoin par l'application du principe de Jordan. (<i>Jordan River Anderson était un enfant de la Nation crie de Norway House au Manitoba. En raison d'un différend entre les gouvernements fédéral et provincial à savoir qui serait financièrement responsable de ses soins dans une résidence adaptée, Jordan est demeuré à l'hôpital jusqu'à son décès, à l'âge de 5 ans.</i>)

Action climatique et économie verte	21 milliards de dollars sur cinq ans pour la transition du Canada vers les énergies vertes. Cette somme comprend : → 6,3 milliards de dollars sur cinq ans pour l'instauration d'un crédit d'impôt à l'investissement dans l'électricité propre. → 5,6 milliards de dollars sur cinq ans pour l'instauration d'un crédit d'impôt à l'investissement dans l'hydrogène propre pour récompenser ceux qui investissent dans la production d'hydrogène propre. → 4,5 milliards de dollars sur cinq ans pour l'instauration d'un crédit d'impôt à l'investissement dans la fabrication de technologies propres, dont l'extraction, la transformation ou le recyclage de minéraux, la fabrication de véhicules à zéro émission et la fabrication d'équipements d'énergie renouvelable ou nucléaire. → 650 millions de dollars sur dix ans pour appuyer les travaux de surveillance, d'évaluation et de remise en état d'importantes étendues d'eau, comme les Grands Lacs, le lac Winnipeg et le fleuve Saint-Laurent.
Soins de santé	→ Plus de 3 milliards de dollars pour les soins de santé dans le cadre de l'accord pluriannuel du Canada avec les provinces. → 13 milliards de dollars sur cinq ans pour les soins dentaires destinés aux familles à faibles et moyens revenus. → Le programme de soins dentaires du Canada a été ouvert aux enfants de moins de 12 ans en 2022 et devait être étendu en 2023 aux personnes de moins de 18 ans, aux personnes vivant avec un handicap et aux personnes âgées, la mise en œuvre complète pour d'autres segments de la population étant prévue pour 2025. Le programme s'adresse aux Canadien.ne.s non assuré.e.s dont le revenu familial est inférieur à 90 000 dollars par an. → 359,2 millions de dollars sur 5 ans pour lutter contre les dépendances et l'abus de substances, y compris des programmes de soutien, un approvisionnement plus sûr, des sites de consommation supervisés et la recherche sur la consommation de substances. → 158,4 millions de dollars sur trois ans pour une ligne téléphonique de prévention du suicide. → 36 millions de dollars sur trois ans pour la santé sexuelle et reproductive.
Défense et sécurité	→ Un prêt de 2,4 milliards de dollars à l'Ukraine par l'intermédiaire du Fonds monétaire international. → 156,7 millions de dollars sur cinq ans pour soutenir les vétérans par le biais d'Anciens Combattants Canada, de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et du Tribunal des anciens combattants → 48,9 millions de dollars sur trois ans pour la GRC afin d'aider à protéger les Canadien.ne.s contre le harcèlement et les menaces des gouvernements étrangers.

Science	→ 1,1 milliard de dollars pour l'Agence spatiale canadienne afin de poursuivre la participation à la Station spatiale internationale jusqu'en 2030. → 1,2 milliard de dollars sur 13 ans à l'Agence spatiale canadienne pour poursuivre la construction d'un véhicule utilitaire lunaire.
----------------	--

SOURCES DE REVENUS	
Nouvelles réglementations fiscales	→ 3 milliards de dollars sur 5 ans en taxant les revenus les plus élevés. → Augmenter le taux de l'impôt minimum de remplacement (IMR) de 15 % à 20,5 %, mais aussi augmenter le seuil des Canadien.ne.s qui paient l'IMR de 40 000 \$ à 173 000 \$. → 2,5 milliards de dollars sur cinq ans (à partir de 2024) en taxant les rachats d'actions par les entreprises publiques. → 3,15 milliards de dollars sur cinq ans en imposant les dividendes reçus sur les actions canadiennes détenues par les institutions financières en tant que revenus d'entreprise.
Réduction des coûts	→ Une réduction de 7,1 milliards de dollars sur cinq ans des dépenses affectées aux services de consultation, aux autres services professionnels et aux déplacements. → Une réduction de 7 milliards de dollars des dépenses ministérielles sur quatre ans.

DOCUMENT 2.3 : CORPUS DE TEXTES SUR L'ACTUALITÉ POLITIQUE

1. Que s'est-il passé en 2023 dans l'actualité canadienne en lien avec **l'abordabilité et le coût de la vie** (mesures pour les propriétaires de petites entreprises, les étudiant.e.s et les personnes âgées, abordabilité des maisons)?
 - Un château en France pour le prix d'une maison jumelée à Toronto (*Radio-Canada*, 22 juin 2023);
 - Les ménages vulnérables durement touchés par la hausse du coût de la vie (*Le Devoir*, 4 juillet 2023);
 - Le prix de l'essence augmentera de 17 cents le litre d'ici 2030 (*TVA Nouvelles*, 24 août 2023);
 - Voici combien ça coûte d'être un étudiant universitaire en 2023 (*Actualités*, 12 septembre 2023).

2. Que s'est-il passé en 2023 dans l'actualité canadienne en lien avec **l'économie, l'énergie et l'environnement** (investissements technologiques, développement de la main-d'œuvre, infrastructures de transport)?
 - L'adaptation aux changements climatiques sous-financée (*La Presse*, 8 juin 2023);
 - Plan pour mettre fin aux subventions inefficaces aux combustibles fossiles (*L'actualité*, 24 juillet 2023);
 - Le Canada qualifié d'«hypocrite climatique» (*Le Devoir*, 12 septembre 2023);
 - L'espoir de l'industrie d'ouvrir plus de mines pour répondre à la transition énergétique (*Radio-Canada*, 12 septembre 2023);
 - Northvolt reçoit des milliards de Québec et Ottawa pour sa méga-usine de cellules de batteries (*Le Devoir*, 28 septembre 2023).

3. Que s'est-il passé en 2023 dans l'actualité canadienne en lien avec **les politiques sociales** (réconciliation, équilibre entre les communautés autochtones, politiques d'immigration en lien avec l'économie)?
 - Le Canada échoue à protéger les droits autochtones selon Amnistie internationale (*Radio-Canada*, 28 mars 2023);
 - La hausse de l'immigration creusera la pénurie de logements (*Le Devoir*, 27 juillet 2023);
 - Des terres d'un parc national seront gérées par la Première Nation Pacheedaht, en C.-B. (*Radio-Canada*, 15 novembre 2023);
 - Analyse - L'immigration est-elle la vraie solution à la pénurie de main-d'œuvre? (*Radio-Canada*, 17 novembre 2023).

4. Que s'est-il passé en 2023 dans l'actualité canadienne en lien avec **la santé** (financement du système de santé publique post-pandémie, crise des opioïdes, soins dentaires)?
 - Croissance modeste des dépenses de santé au Canada (*La Presse*, 2 novembre 2023);
 - Les dépenses en santé stagnent au Canada (*Radio-Canada*, 2 novembre 2023);
 - Un tiers des Canadiens boudent leur dentiste (*Le Journal de Montréal*, 7 novembre 2023);
 - Le « boulevard du crack » à Vancouver est-il le futur de Montréal? (*Actualités*, 16 novembre 2023)
*Attention : les photos peuvent être choquantes;
 - Ottawa investit 2,3 millions \$ pour 10 lits de désintoxication à Winnipeg (*Radio-Canada*, 25 novembre 2023).

-
5. Que s'est-il passé en 2023 dans l'actualité canadienne en lien avec **le leadership du Canada dans le monde** (défense nationale, politique militaire, OTAN, Ukraine, défense du Canada contre les crimes financiers et l'ingérence étrangère, appui aux pays en développement)?
- Le Canada a un rôle important à jouer (*La Presse*, 15 juillet 2023);
 - Ingérence chinoise : Qui? Quoi? Pourquoi? (*Radio-Canada*, 7 septembre 2023);
 - Déjà mal préparée, l'armée devra absorber une coupe d'un milliard de dollars (*Radio-Canada*, 29 septembre 2023);
 - Des organismes humanitaires sont toujours freinés par Ottawa en Afghanistan (*Radio-Canada*, 23 novembre 2023);
 - Sommet Canada-UE: un soutien «inébranlable» envers l'Ukraine (*Le Journal de Montréal*, 24 novembre 2023).
-
6. Que s'est-il passé en 2023 dans l'actualité canadienne en lien avec **le fonctionnement du gouvernement** (changements taxes et impôts, façons de rendre l'administration publique plus étrangère et d'améliorer les services aux citoyen.ne.s)?
- «Les dernières années ont été pas mal difficiles » : 155 000 travailleurs fédéraux en grève (*Pivot*, 21 avril 2023);
 - Les ministères fédéraux devront se serrer la ceinture dès cet automne (*Radio-Canada*, 16 août 2023);
 - Les voyages de la gouverneure générale ont coûté plus de 2,7 millions \$ (*TVA Nouvelles*, 24 août 2023);
 - Les dépenses élevées des gouvernements n'aident pas la Banque du Canada (*La Presse*, 30 octobre 2023).
-

ACTIVITÉ 2.4 : L'ACTUALITÉ ET LE BUDGET FÉDÉRAL

1. Après t'être fait attribuer un chapitre du budget fédéral de 2023, lis les articles du corpus qui portent sur le même sujet et complète le tableau ci-dessous :

CHAPITRE DU BUDGET FÉDÉRAL DE 2023	
→ Le coût de la vie	→ La politique sociale (premiers peuples)
→ La santé	→ La défense nationale
→ L'énergie et l'environnement	→ Le fonctionnement du gouvernement

ÉVÉNEMENTS DE L'ACTUALITÉ DE 2023 QUI ONT TOUCHÉ CE DOMAINE	PRÉDICTION POUR LE BUDGET FÉDÉRAL DE 2024
Ex : Une crise du logement se fait sentir dans toutes les provinces. Les loyers coûtent cher et les ménages ont du mal à devenir propriétaires.	(Débutant) Le gouvernement devrait investir davantage dans des moyens pour réduire le coût de la vie. (Avancé) Le gouvernement pourrait investir dans une aide financière pour aider les jeunes de moins de 30 ans avec l'achat de leur première maison.

2. Après avoir écouté présenter les autres équipes de la classe, rédige une liste de six prédictions pour le budget fédéral de 2024, soit une pour chacun des chapitres.

CHAPITRE	PRÉDICTIONS
Le coût de la vie	
La santé	
L'énergie et l'environnement	
La politique sociale (premiers peuples)	
La défense nationale	
Le fonctionnement du gouvernement	

3. Parmi tes six prédictions, laquelle te tient le plus à cœur?

LEÇON 3 : L'ÉCONOMIE ET LA POLITIQUE FISCALE



QUESTIONS GUIDES

- 1 Quelles sont les caractéristiques d'une croissance et d'un ralentissement économique?
- 2 Quels sont les enjeux qui affectent l'économie du Canada?
- 3 Quelle est la mesure la plus importante que le gouvernement fédéral puisse prendre afin d'aider au mieux les jeunes Canadien.ne.s au cours des prochaines années?

APERÇU

Les gouvernements utilisent la politique fiscale pour promouvoir une croissance économique durable et pour atténuer les défis auxquels la société est confrontée.

Dans cette leçon, les élèves approfondiront leur compréhension de l'économie en discutant des caractéristiques d'une croissance et d'un ralentissement économique. Ensuite, les élèves se renseigneront sur l'état actuel de l'économie du Canada et sur les enjeux qui pourraient être abordés dans le budget 2024. Par la suite, les élèves discuteront des mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre en vue de soutenir les jeunes Canadien.ne.s.

OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

À la fin de la leçon, les élèves pourront :

- Expliquer les particularités d'une croissance économique;
- Évaluer l'état actuel de l'économie du Canada;
- Réfléchir aux différents défis auxquels sont confronté.e.s les jeunes Canadien.ne.s ainsi qu'aux solutions possibles.

INTRODUCTION

En utilisant le protocole de discussion *Ordre de grandeur*, détaillé ci-dessous, demandez aux élèves de classer une série d'enjeux de politique publique par ordre d'importance pour le budget 2024. Ce protocole permet d'amener les élèves à prendre en considération une série de variables et leur donne la possibilité de comparer leurs points de vue avec ceux des autres afin de comprendre pourquoi certaines personnes font les choix qu'elles font.

- a) Remettez aux élèves la liste des enjeux de politique publique (Activité 3.1). Demandez-leur de choisir les cinq enjeux les plus importants à leurs yeux et de les classer par ordre d'importance.
- b) Divisez les élèves en paires ou en petits groupes et demandez-leur de comparer leurs cinq classements. Les élèves doivent expliquer leurs choix même si leurs priorités sont les mêmes, car leurs raisonnements pourraient être différents.
- c) Réfléchissez à l'activité en discutant avec l'ensemble de la classe à l'aide des questions guides suivantes :
 - Y avait-il des similitudes entre les différents classements?
 - Y a-t-il eu des cas où vous aviez les mêmes priorités, mais pour des raisons différentes?
 - Le fait d'entendre le raisonnement de quelqu'un d'autre vous a-t-il donné envie de modifier votre classement?

ACTIVITÉS D'APPRENTISSAGE

1. Regardez la vidéo « **Économie et politique fiscale** » et demandez aux élèves de créer un croquis-note (de l'anglais sketchnote) pour en résumer le contenu. Donnez-leur quelques minutes pour le compléter.

NOTE POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT :

Les croquis-notes (ou croquisnotes) sont des cartes visuelles de ce que les élèves ont pu retenir d'une explication ou d'une leçon, créées à partir de remarques écrites, de dessins, d'icônes et d'autres éléments visuels tels que des flèches, des cases et des lignes. Ils permettent aux élèves de synthétiser et de résumer visuellement des idées afin de mieux les retenir. (Vous trouverez ici un **exemple et des explications plus détaillées.**)

2. En équipe de deux ou avec toute la classe, demandez aux élèves d'utiliser l'Activité 3.2 pour illustrer leurs connaissances au sujet de l'économie. Ils devront présenter des activités économiques et non économiques, ainsi que les caractéristiques d'une croissance et d'un ralentissement économique.
 - Les activités économiques sont des activités qui impliquent un échange d'argent, comme la fabrication, la production, l'achat ou la vente de biens ou de services. Elles comprennent également les métiers et les emplois.
 - Les activités non-économiques sont des activités qui n'impliquent pas d'échange monétaire ou de gain financier, telles que les loisirs, les activités religieuses et certaines activités culturelles.
 - Une économie en croissance se caractérise par un faible taux de chômage, des salaires décents, des entreprises rentables, des prix stables ainsi qu'une croissance globale des activités commerciales et de la consommation de biens et de services.
 - Les caractéristiques d'un ralentissement économique sont un taux de chômage élevé, une offre trop importante de biens et de services (entreprises non rentables), une inflation élevée et une diminution de la consommation de biens et de services.

NOTE POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT :

Présentez ou revoyez le concept d'inflation en classe. L'inflation est définie comme le taux d'augmentation des prix des biens et services sur une période donnée. Il s'agit d'une mesure générale de l'augmentation globale du coût de la vie dans un pays.

3. Regardez la vidéo « L'inflation expliquée aux jeunes » de Radio-Canada MAJ. Ensuite, discutez avec toute la classe en vous appuyant sur les questions suivantes :

- Dans quel état est l'économie canadienne actuellement? Avez-vous remarqué des signes de croissance ou de ralentissement économique? Si oui, lesquels?
- Selon vous, quels sont les principaux défis auxquels doivent faire face les Canadiens.ne.s?
- Au cours des prochaines années, pensez-vous que la situation économique du Canada se détériorera, s'améliorera ou restera à peu près la même? Expliquez votre réponse.

ACTIVITÉ COMPLÉMENTAIRE

Regardez les 11 premières minutes du « panel politique de Radio-Canada ». L'animateur Patrice Roy et un panel de journalistes et éditorialistes discutent de l'état des finances du Canada et des principaux enjeux traités à l'approche du budget 2024, y compris du logement et de l'abordabilité, afin de comprendre les enjeux d'actualité qui affectent l'économie du Canada.

NOTE POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT :

Cette vidéo a été réalisée à la suite de la publication de l'énoncé économique du gouvernement fédéral en novembre 2023, généralement considéré comme un aperçu des enjeux et des domaines d'intérêt qui figureront dans le prochain budget qui sera présenté au printemps.

CONSOLIDATION DES ACQUIS

1. Demandez aux élèves de revoir leur classement de l'Activité 3.1 et de se demander s'ils souhaitent le réviser à la lumière des apprentissages et des discussions qui ont eu lieu.
2. Montrez aux élèves la photo du premier ministre et de la ministre des Finances du Canada (Diaporama D) et dites-leur d'imaginer que c'est le jour du budget 2024. Demandez aux élèves d'inventer une légende qui pourrait alors accompagner la photo. Cette légende doit refléter les informations de la leçon et représenter ce qu'ils veulent voir en priorité dans le prochain budget. Par la suite, demandez aux élèves de partager leur légende respective aux autres élèves en petits groupes ou créez un collage en attribuant des légendes à la photo sur un tableau d'affichage ou du papier graphique.



ACTIVITÉ 3.1 : PRIORITÉS BUDGÉTAIRES

Lesquels des enjeux suivants devraient être les principales priorités du budget 2024?

- | | |
|--|--|
| → La lutte contre les changements climatiques | → La réduction des crimes haineux |
| → La lutte contre l'inflation | → La protection contre les catastrophes naturelles et les phénomènes météorologiques extrêmes |
| → L'amélioration de l'accès à des services de garde abordables | → Le soutien aux personnes handicapées |
| → La construction de logements plus abordables | → Le soutien aux personnes vivant dans la pauvreté |
| → La réconciliation avec les peuples autochtones | → La lutte pour l'égalité des sexes et le soutien à la communauté LGBTQ |
| → L'amélioration de l'accès aux soins en santé mentale | → La lutte contre le coût élevé de la vie |
| → L'augmentation du financement destiné à l'aide étrangère | → La réduction des dépenses du gouvernement dans le but de diminuer le déficit du budget fédéral |
| → La création d'emplois | |

Sélectionne tes cinq priorités principales et classe-les par ordre d'importance, en commençant de la plus importante à la moins importante.

plus
importante

1

2

3

4

moins
importante

5

Explique pourquoi tu as classé ces priorités dans cet ordre.

ACTIVITÉ 3.2 : L'ÉCONOMIE

Complète le tableau suivant pour illustrer ce que tu as appris sur l'économie.

DÉFINITION DU TERME « ÉCONOMIE »	
EXEMPLES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES	EXEMPLES D'ACTIVITÉS NON ÉCONOMIQUES
CARACTÉRISTIQUES D'UNE ÉCONOMIE FORTE (OU D'UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE)	CARACTÉRISTIQUES D'UNE ÉCONOMIE FAIBLE (OU D'UN RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE)

LEÇON 4 : LES DIFFÉRENTES OPINIONS POLITIQUES



QUESTIONS GUIDES

- 1 Quels liens peut-il y avoir entre les croyances et les valeurs, d'un côté, et les points de vue politiques, de l'autre?
- 2 Quelles sont vos opinions politiques?
- 3 Qu'est-ce qui a façonné vos opinions politiques?

APERÇU

Dans une société démocratique, les individus peuvent avoir des croyances et des valeurs différentes. Celles-ci ont une influence sur leurs prises de positions au sujet des enjeux politiques et des dépenses publiques.

Dans le cadre de cette leçon, les élèves examineront l'échiquier politique et les différents points de vue possibles sur les enjeux économiques. Les élèves présenteront leurs propres opinions et priorités en répondant au questionnaire des Consultations budgétaires auprès des élèves de 2024. Ils pourront ensuite comparer leurs opinions à celles d'autres jeunes Canadiens.

OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

À la fin de la leçon, les élèves pourront :

- Expliquer les points de vue économiques de gauche et de droite;
- Évaluer leur opinion sur les dépenses publiques et leur position sur l'échiquier politique;
- Analyser ce qui a façonné leurs opinions politiques.

INTRODUCTION

Le protocole de discussion *Quatre coins* permet de mettre en lumière la variété des valeurs et des points de vue. Dans cette activité, les élèves prennent position sur un sujet spécifique et défendent leur position.

- a) Séparez la salle de classe en quatre. Chaque coin de la classe correspond à une prise de position. Installez dans chaque coin l'une des positions possibles : tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord, pas du tout d'accord.
- b) Proposez aux élèves l'énoncé suivant : « Moins d'impôts et moins de services gouvernementaux sont préférables à plus d'impôts et plus de services gouvernementaux ».
- c) Donnez aux élèves un peu de temps pour réfléchir individuellement à leur réponse, puis demandez-leur de choisir le coin qui représente le mieux leur position sur le sujet.
- d) Une fois que les élèves sont dans leur coin, demandez-leur d'expliquer leur choix.
- e) Ensuite, encouragez les élèves à changer de camp s'ils sont convaincu.e.s par les arguments fournis par un.e autre élève.

ACTIVITÉS D'APPRENTISSAGE

1. Présentez la vidéo « **L'échiquier politique** » et les pages 2 à 9 du Diaporama F aux élèves afin de revoir la notion d'*échiquier politique* et les différents aspects de la dimension économique.

→ L'échiquier politique permet de situer les différentes croyances et idéologies les unes par rapport aux autres ainsi que de catégoriser les différents partis et actions politiques.

→ **Les points de vue économiques de gauche :**

Le gouvernement peut avoir une influence positive sur l'économie. Il est avantageux pour la société que le gouvernement propose des services sociaux et qu'il intervienne davantage dans l'économie. Une augmentation des impôts peut alors être nécessaire dans le but de réduire les inégalités. D'ailleurs, les politiques qui peuvent être considérées comme néfastes

pour certaines entreprises (par exemple, la taxe sur le carbone, les mesures de réduction des émissions), mais qui sont destinées à atténuer les problèmes sociaux ou environnementaux, sont importantes pour le bien-être de tous.

→ **Les points de vue économiques de droite :**

L'intervention du gouvernement dans l'économie devrait être limitée le plus possible. Un gouvernement ayant peu d'impact sur la société et proposant moins de services publics est souhaitable. Les inégalités ne sont pas le problème du gouvernement qui devrait plutôt éviter les déficits budgétaires importants (dans des circonstances normales). Une réglementation stricte destinée à régir les entreprises n'est pas nécessaire, car le marché libre fournit des incitations suffisantes pour que les entreprises poursuivent des objectifs sociaux et environnementaux.

2. Présentez le déroulement du questionnaire des Consultations budgétaires auprès des élèves.

→ Des milliers d'élèves de tout le Canada sont invité.e.s à répondre à des questions posées au sujet des dépenses du gouvernement et de ses priorités budgétaires.

→ Après avoir complété le questionnaire, les élèves auront la possibilité de connaître leur position sur l'échiquier politique (la dimension économique) et de voir comment leurs opinions se situent par rapport à celles d'autres jeunes du pays.

→ Les résultats du questionnaire sont ensuite communiqués au ministère des Finances et à tous les partis politiques représentés à la Chambre des communes afin qu'ils puissent mieux saisir les priorités des jeunes Canadien.ne.s.

3. Donnez aux élèves 15 à 20 minutes pour remplir le questionnaire et 5 minutes supplémentaires pour examiner certains des résultats et les comparer à ceux d'autres jeunes Canadien.ne.s. Demandez aux élèves de noter sur une feuille de papier les deux ou trois affirmations avec lesquelles ils sont le plus en accord (leurs réponses seront utilisées lors de l'activité finale).

NOTE POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT :

Le questionnaire en ligne peut être complété sur un téléphone intelligent ou sur une tablette. Certains termes et questions dans le sondage sont accompagnés d'informations complémentaires afin d'aider les élèves dans leur réflexion. Des copies papier du sondage sont disponibles sur demande. Veuillez contacter l'équipe de CIVIX par courriel à l'adresse suivante : salut@civix.ca.

4. Faites un compte rendu de l'activité au moyen d'une séance de remue-méninges en utilisant le protocole *Carroussel*. Cette méthode aide les élèves à remarquer les différences et les similitudes entre leurs propres idées et celles de leurs camarades de classe.

Suggestions de questions :

- Quelle affirmation ou quel point de vue vous a le plus marqué.e.s?
 - Quelles expériences de vie et quelles personnes ont façonné vos opinions politiques?
 - Pourquoi pensez-vous qu'il est utile de participer aux consultations gouvernementales?
 - Qu'avez-vous retenu de votre participation aux Consultations budgétaires auprès des élèves?
- a) Installez des stations et attribuez à chacune d'elles une question, imprimée ou écrite sur une feuille de papier. Mettez du papier à chaque poste pour que les élèves puissent noter leurs commentaires.
- b) Répartissez les élèves en petits groupes. Donnez à chaque groupe un crayon d'une couleur distincte pour noter leurs réponses et placez chaque groupe à une station différente.
- c) Informez les élèves qu'ils vont passer d'une station à l'autre et répondre aux questions posées à chacune d'elles avec la couleur qui leur a été attribuée. Encouragez-les à lire les réponses des autres groupes avant d'ajouter leurs propres idées.
- d) Faites circuler les groupes entre chaque station. Donnez aux élèves 3 à 5 minutes à chaque station pour noter leurs réponses. Continuez jusqu'à ce que chaque groupe ait fait le tour de toutes les stations.

- e) Réunissez à nouveau la classe pour faire le point sur l'activité. Demandez aux élèves de réfléchir à leurs réponses et au processus d'observation des réponses des autres élèves. Faites référence aux feuilles de papier sur lesquelles sont notées les réponses des élèves pour faire ressortir les similitudes et les différences en vue de faciliter la discussion et de promouvoir une réflexion plus approfondie.

CONSOLIDATION DES ACQUIS

Option 1 : Demandez aux élèves de remplir la carte de réflexion (Activité 4.1) :

- Trois choses que j'ai apprises sur le budget fédéral et l'économie du Canada;
- Deux priorités qui devraient, selon moi, être traitées dans le budget 2024;
- De quelle manière cette expérience a-t-elle influencé mes opinions ou m'a-t-elle aidé.e à mieux comprendre mon propre point de vue?

Option 2 : Demandez aux élèves de créer une vidéo qui présente leurs points de vue sur le budget 2024. Les vidéos peuvent être visionnées en classe et partagées avec CIVIX afin qu'elles soient accessibles aux élèves de tout le Canada. Envoyez les vidéos à salut@civix.ca ou partagez-les sur nos médias sociaux (@CIVIX_Canada_Fr). Les élèves peuvent également utiliser *Flipgrid* pour créer des réponses vidéo aux questions.

NOTE POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT :

Flipgrid est un site Web qui permet aux enseignant.e.s de créer des grilles (grids) pour faciliter les discussions vidéo. Chaque grille fonctionne comme un tableau d'affichage sur lequel les enseignant.e.s peuvent poser des questions et leurs élèves peuvent publier des réponses vidéo qui apparaissent dans une présentation en mosaïque.

ACTIVITÉ 4.1 : CARTE DE RÉFLEXION

3-2-1 RÉFLEXION

3

Trois choses que j'ai apprises sur le budget fédéral et sur l'économie du Canada :

2

Deux priorités qui devraient, selon moi, être traitées dans le budget 2024 :

1

De quelle manière cette expérience a-t-elle influencé mes opinions ou m'a-t-elle aidé.e à mieux comprendre mon propre point de vue?

LEÇON 5 : LA CITOYENNETÉ ACTIVE



QUESTIONS GUIDES

- 1 Que signifie être un.e citoyen.ne actif.ve?
- 2 Comment pouvons-nous soutenir une cause ou un enjeu qui nous tient à cœur?
- 3 Comment pouvons-nous inciter les autres à agir pour soutenir une cause ou un enjeu qui nous tient à cœur?

APERÇU

Être un.e citoyen.ne actif.ve signifie s'impliquer dans sa communauté et trouver des moyens de contribuer à façonner l'avenir de son pays.

Dans cette leçon, les élèves discuteront de ce que signifie la citoyenneté active. Ensuite, ils écouteront de jeunes Canadien.ne.s parler des actions et des activités qu'ils ont entreprises afin de défendre des causes ou des enjeux qui leur tiennent à cœur. Finalement, les élèves choisiront à leur tour une cause ou un enjeu qui les passionne et créeront un message, dans le format de leur choix, afin de sensibiliser ou convaincre le gouvernement, les groupes et les individus de prendre des mesures pour aider cette cause ou régler cet enjeu.

OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

À la fin de la leçon, les élèves pourront :

- expliquer le concept de la citoyenneté active;
- identifier différents exemples de citoyenneté active;
- analyser les mesures prises par de jeunes Canadien.ne.s et leurs motivations pour faire face à des problèmes sociaux;
- créer un message persuasif pour défendre une cause ou un enjeu.

INTRODUCTION

1. À l'aide du résumé et des faits saillants disponibles sur le [site des Consultations budgétaires](#), examinez les résultats de la consultation budgétaire auprès des élèves de 2023, menée avant la publication du budget de 2023. Plus de 5 000 jeunes Canadien.ne.s ont exprimé leur opinion dans le cadre de cette consultation publique et les résultats ont été communiqués au ministère des Finances.

NOTE POUR LE PERSONNEL ENSEIGNANT :

Les résultats de la présente consultation budgétaire auprès des élèves, comprenant ceux de vos élèves, seront partagés de la même manière, avant la publication du budget de 2024.

Demandez aux élèves d'analyser les résultats de la dernière consultation budgétaire auprès des élèves, en mettant l'accent sur les enjeux que les élèves considèrent comme prioritaires.

Questions guides :

- Quelles sont les conclusions les plus intéressantes de cette consultation budgétaire?
- Pensez-vous que les résultats seront similaires ou différents, cette année? Expliquez votre réponse.

2. Demandez aux élèves de réfléchir aux enjeux principaux qu'ils ont étudiés dans le cadre de la consultation budgétaire de cette année puis d'en discuter.

Questions guide :

- Parmi les enjeux principaux étudiés dans le cadre de la dernière consultation budgétaire, y a-t-il des enjeux ou des causes qui vous passionnent?
- Comment pouvez-vous partager vos opinions sur les enjeux ou les causes qui vous tiennent à cœur?

ACTIVITÉ D'APPRENTISSAGE

1. Présentez le concept de **citoyenneté active** et faites un remue-méninge pour dresser une liste d'exemples de moyens d'être un.e citoyen.ne actif.ve. Ensuite, demandez aux élèves de compléter, seul.e.s ou en équipe de deux, l'activité 5.1 afin d'étayer leur compréhension.

La citoyenneté active consiste à œuvrer pour le bien commun au sein des communautés locales, nationales et mondiales, en exprimant des opinions éclairées sur des enjeux sociaux, en assumant des rôles de leadership, en collaborant avec d'autres pour régler des problèmes ou en s'impliquant dans la vie de sa communauté.

Voici d'autres moyens d'être un.e citoyen.ne actif.ve :

- Voter lors des élections;
- Faire part des enjeux qui vous tiennent à cœur aux représentant.e.s élu.e.s;
- Participer à des discussions constructives en écoutant les idées des autres et en partageant vos idées;
- Participer à des consultations publiques, à des réunions, à des comités et à des conseils;
- Contribuer à l'amélioration de votre communauté ou aider les autres en faisant du bénévolat, en faisant des dons à des causes ou en défendant les droits d'autrui;
- Vous engager dans des causes sociales ou vous exprimer contre l'injustice par la sensibilisation, la protestation ou la signature de pétitions.

2. Regardez les vidéos de jeunes Canadien.ne.s qui expliquent les mesures qu'ils ont prises pour défendre des causes ou des enjeux qui les passionnent et qui partagent leurs conseils sur la façon dont les jeunes peuvent devenir des citoyen.ne.s actif.ve.s.

- [Jean-Philippe Molnar - Le leadership, la jeunesse et l'indépendance du Québec](#)
- [Shahaddah Jack - L'inclusion et la diversité](#)
- [Shophika Vaithyanathasarma - Le désir d'améliorer le monde et d'établir des liens authentiques](#)

En fonction du temps disponible, vous pouvez vous concentrer sur une ou plusieurs vidéos. Les vidéos peuvent être écoutées avec l'ensemble de la classe ou individuellement.

Demandez aux élèves de prendre des notes, puis de sélectionner un commentaire intéressant. Plus tard, ils devront expliquer pourquoi ce commentaire est significatif ou important pour eux.

3. Utilisez le protocole *Garder le mot de la fin* pour permettre aux élèves de discuter de leurs notes au sujet des vidéos.

- a) Séparez les élèves en groupes de trois. Désignez un.e élève qui sera la.le gardien.ne du temps.
- b) Invitez un.e élève à partager ses notes et pourquoi il les trouve pertinentes ou significatives avec le reste du groupe (1 à 2 minutes).
- c) Une fois qu'un.e premier.ère élève s'est exprimé.e, les deux autres élèves lui répondent à tour de rôle (1 à 2 minutes chacun.e) en s'appuyant sur ce qui a été dit, comme sur les différences, les ressemblances ou les idées connexes, par exemple. Pendant ce processus, aucune intervention d'autrui n'est autorisée.
- d) La.le premier.ère élève à s'être exprimé.e a alors le dernier mot. Incitez les élèves à utiliser les formules de réponse suivantes :
 - J'aime ce que ___ a dit à propos de ...
 - Je n'avais jamais envisagé ___ ainsi auparavant.
 - Il m'était difficile de ne pas intervenir lorsque ___ a dit ...
- e) Recommencez le processus jusqu'à ce que tous.les les élèves aient eu le mot de la fin.

CONSOLIDATION DES ACQUIS

Demandez aux élèves de choisir à leur tour une cause ou un enjeu qui les passionne et de créer un message, dans le format de leur choix, afin de sensibiliser ou convaincre le gouvernement, les différents acteurs.ice.s de la société ou les individus de prendre des mesures pour aider cette cause ou régler cet enjeu.

Les élèves peuvent filmer une vidéo puis la partager sur les médias sociaux, écrire un message à leur député.e, rédiger un article d'opinion pour un journal local, créer une affiche ou tout autre projet de leur choix.

Présentez les conseils pour la rédaction de messages persuasifs contenus dans le document 5.2. Les élèves peuvent également partager leur projet avec un.e camarade de classe afin d'avoir l'avis d'autrui avant de remettre leur produit final.

POUR ALLER PLUS LOIN

Contactez CIVIX pour organiser une rencontre entre vos élèves et votre représentant.e élu.e. Vos élèves pourront discuter avec leur député.e des questions qui leur tiennent à cœur.

Le programme Salut l'élue est conçu pour faciliter la discussion sur des enjeux d'actualité tout en développant une meilleure compréhension et un sentiment de confiance envers les personnes et les institutions de notre démocratie.

Les rencontres Salut l'élue ont lieu pendant les semaines de pause parlementaire et consistent généralement en des discussions informelles de type questions-réponses avec des élèves de la quatrième année à la cinquième secondaire (12e année). Ces rencontres non partisans et informatives durent généralement environ une heure.

Pour inscrire votre classe au programme et recevoir nos ressources pédagogiques supplémentaires, visitez le salutlelue.ca.

SALUT L'ÉLU.E 

ACTIVITÉ 5.1 : MODÈLE DE FRAYER – LA CITOYENNETÉ ACTIVE

DÉFINITION	MOTS ASSOCIÉS
EXEMPLES	CONTRE-EXEMPLES

DOCUMENT 5.2 : CONSEILS POUR LA RÉDACTION D'UN MESSAGE PERSUASIF

Voici quelques techniques de rédaction qui pourraient t'aider à rendre ton message plus persuasif.

1. CHOISIS UN SUJET OU UN ENJEU QUI TE PASSIONNE

Tu seras plus convaincant.e s'il s'agit d'un sujet auquel tu crois vraiment ou qui te tient à cœur.

2. CONNAIS TON PUBLIC

Si tu veux convaincre ton public de te croire et d'adhérer à tes idées, tu dois savoir d'abord et avant tout à qui tu t'adresses. Garde ton public à l'esprit et adapte ton message en conséquence.

3. CAPTE L'ATTENTION DU LECTEUR

Un.e auteur.e convaincant.e devrait présenter son opinion par une déclaration qui exprime clairement son point de vue.

4. INFORME-TOI DES DEUX CÔTÉS

Pour convaincre la.le lecteur.rice d'adhérer à tes idées, tu dois aussi savoir ce que tu essaies de lui faire rejeter. Connaître les deux côtés de la question et répondre à un contre-argument peut t'aider à être plus convaincant.e.

5. SOIS EMPATHIQUE

L'empathie est une technique de persuasion efficace. Une personne sera plus encline à te croire ou à être en accord avec toi si elle a l'impression que tu peux t'identifier à ses expériences et que tu peux la comprendre.

6. POSE DES QUESTIONS RHÉTORIQUES

Présenter des questions est une autre bonne stratégie de persuasion, en particulier lorsque les informations fournies pour répondre aux questions soutiennent ton point de vue.

7. METS L'ACCENT SUR TON POINT DE VUE

L'utilisation de l'exagération ou d'un langage imagé et connoté pour exprimer l'urgence est une autre technique utile.

8. RÉPÈTE-TOI

La répétition stratégique peut être un moyen efficace de rappeler ton message à la personne qui te lit. Tu peux trouver différentes façons de faire valoir le même point, en incorporant des histoires vraies et des métaphores, par exemple, ou en reformulant le message, simplement.

Adapté de [Master Class: 8 Persuasive Writing Tips and Techniques](#) (8 conseils et techniques de rédaction persuasive).

ANNEXE I : LE QUESTIONNAIRE DES CONSULTATIONS BUDGÉTAIRES AUPRÈS DES ÉLÈVES

Merci de participer aux Consultations budgétaires auprès des élèves.

Vos réponses, et celles de milliers d'élèves de partout au Canada, seront transmises au ministère des Finances afin de contribuer à l'élaboration du budget de 2024.

À quel point êtes-vous confiant.e de pouvoir trouver un emploi intéressant au Canada une fois que vous aurez terminé vos études?

- ☐ Pas du tout confiant.e
- ☐ Pas très confiant.e
- ☐ Assez confiant.e
- ☐ Très confiant.e
- ☐ Ne sait pas

Selon vous, les jeunes Canadien.ne.s d'aujourd'hui auront-ils une qualité de vie supérieure ou inférieure à celle de leurs parents?

- ☐ Très inférieure
- ☐ Plutôt inférieure
- ☐ Similaire
- ☐ Plutôt supérieure
- ☐ Très supérieure
- ☐ Ne sait pas

À l'heure actuelle, comment qualifieriez-vous votre santé mentale?

- ☐ Mauvaise
- ☐ Correcte
- ☐ Bonne
- ☐ Très bonne
- ☐ Excellente

Les politiques du gouvernement fédéral ont-elles amélioré la situation financière de votre famille, l'ont-elles détériorée ou n'ont-elles pas changé grand-chose?

- ☐ Aggravé
- ☐ Peu de différence
- ☐ Amélioré

De façon générale, à quel point êtes-vous optimiste ou pessimiste par rapport à chacune des situations suivantes?

	TRÈS PESSIMISTE	PLUTÔT PESSIMISTE	PLUTÔT OPTIMISTE	TRÈS OPTIMISTE
Votre propre avenir	☐	☐	☐	☐
L'avenir du Canada	☐	☐	☐	☐
L'avenir du monde	☐	☐	☐	☐

Selon vous, au cours des prochaines années, l'économie du Canada va-t-elle se dégrader, s'améliorer ou rester telle qu'elle est?

- ☐ Beaucoup se dégrader
- ☐ Se dégrader un peu
- ☐ Rester telle quelle
- ☐ S'améliorer un peu
- ☐ Beaucoup s'améliorer
- ☐ Ne sait pas

Quelle est la mesure la plus importante que le gouvernement puisse prendre pour soutenir les jeunes Canadien.ne.s au cours des cinq prochaines années?

- ☐ Améliorer l'accès au service de soutien en matière de santé mentale
- ☐ Améliorer l'accès à une éducation postsecondaire abordable
- ☐ Rendre plus facile la gestion de la dette étudiante
- ☐ Rendre l'accès au logement plus abordable
- ☐ Augmenter le nombre d'opportunités d'emploi
- ☐ Autre (veuillez spécifier) : _____
- ☐ Ne sait pas

Quel est votre niveau de confiance envers les acteur.rice.s suivant.e.s?

	AUCUNE CONFIANCE	PEU DE CONFIANCE	CONFIANCE MODÉRÉE	BEAUCOUP DE CONFIANCE
Enseignant.e.s	☐	☐	☐	☐
Grandes entreprises	☐	☐	☐	☐
Entreprises de technologie	☐	☐	☐	☐
Médias	☐	☐	☐	☐
Représentant.e.s de la santé publique	☐	☐	☐	☐
Médecins et infirmier.ère.s	☐	☐	☐	☐
Politicien.ne.s	☐	☐	☐	☐
Gouvernement fédéral	☐	☐	☐	☐
Votre gouvernement provincial/territorial	☐	☐	☐	☐
Militaires	☐	☐	☐	☐
Police et forces de l'ordre	☐	☐	☐	☐
Célébrités et influenceur.euse.s	☐	☐	☐	☐
La population, en général	☐	☐	☐	☐

Pour la plupart des jeunes Canadien.ne.s, posséder une maison n'est plus vraiment une option.

- ☐ Fortement en désaccord
- ☐ Plutôt en désaccord
- ☐ Neutre
- ☐ Plutôt d'accord
- ☐ Fortement d'accord
- ☐ Ne sait pas

Les gouvernements du Canada font suffisamment d'efforts pour se protéger contre les catastrophes naturelles les phénomènes météorologiques extrêmes?

- ☐ Fortement en désaccord
- ☐ Plutôt en désaccord
- ☐ Neutre
- ☐ Plutôt d'accord
- ☐ Fortement d'accord
- ☐ Ne sait pas

Le déficit du budget fédéral devrait être réduit même si cela entraîne une diminution des services publics.

- ☐ Fortement en désaccord
- ☐ Plutôt en désaccord
- ☐ Neutre
- ☐ Plutôt d'accord
- ☐ Fortement d'accord
- ☐ Ne sait pas

Combien d'aide financière l'industrie pétrolière et gazière devrait-elle recevoir du gouvernement canadien?

- ☐ Beaucoup moins
- ☐ Un peu moins
- ☐ Ni plus ni moins
- ☐ Un peu plus
- ☐ Beaucoup plus
- ☐ Ne sait pas

Les normes environnementales devraient être plus sévères, même si elles entraînent une augmentation des prix pour les naturelles et consommateur.rice.s

- ☐ Fortement en désaccord
- ☐ Plutôt en désaccord
- ☐ Neutre
- ☐ Plutôt d'accord
- ☐ Fortement d'accord
- ☐ Ne sait pas

Le Canada a la responsabilité d'agir en matière de changements climatiques, même si les plus grands émetteurs de gaz à effets de serre de la planète ne suivent pas son exemple.

- ☐ Fortement en désaccord
- ☐ Plutôt en désaccord
- ☐ Neutre
- ☐ Plutôt d'accord
- ☐ Fortement d'accord
- ☐ Ne sait pas

Les soins dentaires devraient être remboursés pour les Canadien.ne.s qui n'ont pas d'assurance maladie et dentaire.

- ☐ Fortement en désaccord
- ☐ Plutôt en désaccord
- ☐ Neutre
- ☐ Plutôt d'accord
- ☐ Fortement d'accord
- ☐ Ne sait pas

Le gouvernement fédéral devrait augmenter les montants d'argent qu'il transfère aux provinces et aux territoires pour les soins de santé.

- ☐ Fortement en désaccord
- ☐ Plutôt en désaccord
- ☐ Neutre
- ☐ Plutôt d'accord
- ☐ Fortement d'accord
- ☐ Ne sait pas

Combien d'impôt devraient payer les grandes sociétés?

- ☐ Beaucoup moins
- ☐ Un peu moins
- ☐ Ni plus ni moins
- ☐ Un peu plus
- ☐ Beaucoup plus
- ☐ Ne sait pas

Les personnes riches ont des obligations financières plus importantes que celles du reste de la population en matière d'aide aux personnes dans le besoin.

- ☐ Fortement en désaccord
- ☐ Plutôt en désaccord
- ☐ Neutre
- ☐ Plutôt d'accord
- ☐ Fortement d'accord
- ☐ Ne sait pas

Les personnes riches devraient payer un impôt sur leur patrimoine global et non seulement sur leur revenu.

- ☐ Fortement en désaccord
- ☐ Plutôt en désaccord
- ☐ Neutre
- ☐ Plutôt d'accord
- ☐ Fortement d'accord
- ☐ Ne sait pas

On devrait interdire aux étrangers qui vivent à l'extérieur du pays d'acheter des maisons au Canada.

- ☐ Fortement en désaccord
- ☐ Plutôt en désaccord
- ☐ Neutre
- ☐ Plutôt d'accord
- ☐ Fortement d'accord
- ☐ Ne sait pas

Combien d'argent le gouvernement fédéral devrait-il allouer à Radio-Canada/CBC?

- ☐ Beaucoup moins
- ☐ Un peu moins
- ☐ Ni plus ni moins
- ☐ Un peu plus
- ☐ Beaucoup plus
- ☐ Ne sait pas

Combien d'argent le gouvernement fédéral devrait-il dépenser pour protéger la langue française au Canada?

- ☐ Beaucoup moins
- ☐ Un peu moins
- ☐ Ni plus ni moins
- ☐ Un peu plus
- ☐ Beaucoup plus
- ☐ Ne sait pas

Le gouvernement devrait garantir un revenu minimum à tous.tes les Canadien.ne.s, peu importe s'ils ont un emploi ou non.

- ☐ Fortement en désaccord
- ☐ Plutôt en désaccord
- ☐ Neutre
- ☐ Plutôt d'accord
- ☐ Fortement d'accord
- ☐ Ne sait pas

L'éducation postsecondaire devrait être gratuite, même si cela entraîne une hausse des impôts pour tout le monde.

- ☐ Fortement en désaccord
- ☐ Plutôt en désaccord
- ☐ Neutre
- ☐ Plutôt d'accord
- ☐ Fortement d'accord
- ☐ Ne sait pas

Combien d'argent le Canada devrait-il consacrer à l'aide étrangère?

- ☐ Beaucoup moins
- ☐ Un peu moins
- ☐ Ni plus ni moins
- ☐ Un peu plus
- ☐ Beaucoup plus
- ☐ Ne sait pas

Les politiques du gouvernement fédéral sont davantage responsables de l'augmentation du coût de la vie que les prix abusifs demandés par les grandes entreprises.

- ☐ Fortement en désaccord
- ☐ Plutôt en désaccord
- ☐ Neutre
- ☐ Plutôt d'accord
- ☐ Fortement d'accord
- ☐ Ne sait pas

La meilleure façon de s'attaquer à la crise du coût de la vie est de réduire les impôts.

- ☐ Fortement en désaccord
- ☐ Plutôt en désaccord
- ☐ Neutre
- ☐ Plutôt d'accord
- ☐ Fortement d'accord
- ☐ Ne sait pas

Tous.les les Canadien.ne.s devraient avoir accès à des médicaments d'ordonnance payés par le gouvernement.

- ☐ Fortement en désaccord
- ☐ Plutôt en désaccord
- ☐ Neutre
- ☐ Plutôt d'accord
- ☐ Fortement d'accord
- ☐ Ne sait pas

Combien d'argent le gouvernement canadien devrait-il allouer aux services de santé mentale?

- ☐ Beaucoup moins
- ☐ Un peu moins
- ☐ Ni plus ni moins
- ☐ Un peu plus
- ☐ Beaucoup plus
- ☐ Ne sait pas

L'écart entre les plus riches et les plus pauvres est trop important.

- ☐ Fortement en désaccord
- ☐ Plutôt en désaccord
- ☐ Neutre
- ☐ Plutôt d'accord
- ☐ Fortement d'accord
- ☐ Ne sait pas

Pensez-vous que le Canada en fait trop, pas assez ou suffisamment pour aider :

	PAS ASSEZ	SUFFISAMMENT	TROP	PRÉFÈRE NE PAS RÉPONDRE
Le peuple palestinien	☐	☐	☐	☐
Israël	☐	☐	☐	☐
L'Ukraine	☐	☐	☐	☐

**Parmi les éléments suivants, quels sont ceux que le budget de 2024 devrait traiter en priorité?
Veuillez sélectionner 3 priorités.**

- ☐ Coût de la vie
- ☐ Changements climatiques
- ☐ Soins de santé
- ☐ Logement
- ☐ Réconciliation avec les peuples autochtones
- ☐ Immigration
- ☐ Sécurité publique
- ☐ Crimes de haine
- ☐ Économie
- ☐ Pauvreté
- ☐ Désinformation
- ☐ Liberté d'expression
- ☐ Affaires internationales
- ☐ Égalité des genres
- ☐ Autre (veuillez spécifier) : _____

Que préférez-vous?

- ☐ Plus d'impôts et plus de services gouvernementaux
- ☐ Moins d'impôts et moins de services gouvernementaux

En quelques mots, veuillez nous faire part de toute autre suggestion que vous souhaiteriez transmettre à la ministre des Finances, en vue de la préparation du budget de 2024 du gouvernement fédéral.

Veuillez indiquer les trois premiers caractères de votre code postal (p. ex. A1B). Cela nous aidera à savoir si vous vivez dans une zone rurale, urbaine ou périurbaine.

En général, quel niveau d'intérêt avez-vous pour la politique (p. ex. la politique internationale, nationale, provinciale ou municipale)?

- ☐ Pas intéressé.e du tout
- ☐ Pas vraiment intéressé.e
- ☐ Un peu intéressé.e
- ☐ Très intéressé.e

Les personnes qui habitent au Canada ont des origines culturelles ou ethniques très variées. Quelle(s) catégorie(s) vous décrit(vent) le mieux? Sélectionnez toutes celles qui s'appliquent.

- ☐ Caucasien.ne (blanc.he)
- ☐ Premières Nations, Métis.se, Inuk
- ☐ Sud-Asiatique (p. ex. Indien.ne, Pakistanais.e, Sri Lankais.e, etc.)
- ☐ Chinois.e
- ☐ Noir.e
- ☐ Philippin.e
- ☐ Latino-Américain.e
- ☐ Arabe
- ☐ Asiatique du Sud-Est (p. ex. Vietnamien.ne, Cambodgien.ne, Malaysien.ne, Laotien.ne, etc.)
- ☐ Asiatique occidental.e (p. ex. Iranien.ne, Afghan.e, etc.)
- ☐ Coréen.ne
- ☐ Japonais.e
- ☐ Autre (veuillez spécifier) : _____
- ☐ Préfère ne pas répondre
-

Appartenez-vous à une minorité visible?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Préfère ne pas répondre

À quel genre vous identifiez-vous?

- ☐ Garçon / Homme
- ☐ Fille / Femme
- ☐ Non-binaire
- ☐ Autre (veuillez spécifier) : _____
- ☐ Préfère ne pas répondre

Êtes-vous né.e au Canada?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Préfère ne pas répondre

Quelle langue parlez-vous le plus souvent à la maison?

- ☐ Français
- ☐ Anglais
- ☐ Français et anglais
- ☐ Autre (veuillez spécifier) : _____
- ☐ Préfère ne pas répondre

Vous identifiez-vous comme Autochtone (Premières Nations, Métis.se, Inuk)?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Préfère ne pas répondre

Êtes-vous une personne ayant un handicap?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Préfère ne pas répondre

ANNEXE II : INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE QUESTIONNAIRE

Ce document accompagne le questionnaire de la consultation budgétaire auprès des élèves de 2024. Les élèves pourront y trouver des informations contextuelles pour leur en apprendre plus sur le sujet avant de répondre aux questions.

EN SAVOIR PLUS

Les politiques du gouvernement fédéral ont-elles amélioré la situation financière de votre famille, l'ont-elles détériorée ou n'ont-elles pas changé grand-chose?

Parmi les politiques adoptées ces dernières années, on peut citer un cadre fédéral visant à fixer un prix pour le carbone (souvent appelé « taxe carbone »), l'augmentation des allocations familiales pour les familles de la classe moyenne, l'augmentation des impôts pour les ménages gagnant plus de 200 000 dollars, et diverses prestations d'urgence, telles que la PCU, la PCUE et le CUEC, mises à la disposition des Canadien.ne.s pendant la pandémie de COVID-19.

Selon vous, au cours des prochaines années, l'économie du Canada va-t-elle se dégrader, s'améliorer ou rester telle qu'elle est?

La COVID-19 a eu un impact significatif sur l'économie canadienne. Le pays a connu une croissance économique grâce à l'assouplissement des mesures sanitaires liées à la pandémie. Au cours de la dernière année, le taux de chômage national a été relativement bas et stable. Malgré ces progrès, un certain nombre de difficultés subsistent.

Les économistes craignent notamment la montée de l'inflation (l'augmentation du prix des biens et services), la hausse des taux d'intérêts (qui entraîne une hausse du coût de la vie, particulièrement pour ceux qui empruntent de l'argent), ainsi que les effets à long terme des dépenses élevées faites par le gouvernement pour soutenir les Canadien.ne.s.

Le gouvernement devrait garantir un revenu minimum à tous. Les Canadien.ne.s, peu importe s'ils ont un emploi ou non.

Un revenu minimum de base assurerait un revenu mensuel aux adultes, qu'ils aient ou non un emploi. L'objectif est d'aider les individus à répondre à leurs besoins fondamentaux (tels que l'alimentation et les soins de santé) et à maintenir une bonne qualité de vie. Alors que de nombreux Canadien.ne.s sont touché.e.s par les pertes d'emploi et l'augmentation du coût de la vie, certaines personnes demandent au gouvernement fédéral d'envisager cette idée.

Cependant, d'autres personnes s'inquiètent du coût du programme. Un rapport du directeur parlementaire du budget publié en juillet 2020 a montré que six mois d'un programme de revenu de base coûterait entre 47,5 et 98,1 milliards de dollars.

Combien d'argent le gouvernement fédéral devrait-il dépenser pour protéger la langue française au Canada?

En 1969, la *Loi sur les langues officielles* faisait de l'anglais et du français les deux langues officielles du Canada et obligeait toutes les institutions fédérales à fournir des services dans les deux langues. Même si le pays est officiellement bilingue en vertu de cette loi, certain.e.s craignent que de moins en moins de personnes choisissent et utilisent le français dans leurs interactions de tous les jours. Au Québec, le premier ministre François Legault a proposé de limiter le nombre d'étudiant.e.s pouvant s'inscrire dans des cégeps (ou collèges) anglophones afin de répondre aux préoccupations relatives au déclin du français dans la province.

Au niveau fédéral, le gouvernement a prévu dans son budget 180,4 millions de dollars, répartis sur trois ans, pour le financement de programmes de français langue seconde et d'immersion française dans les écoles canadiennes. En 2021, le gouvernement a également promis 12 millions de dollars, répartis sur quatre ans, pour le financement de bourses destinées aux étudiant.e.s anglophones pour la poursuite de leurs études supérieures en français. Le gouvernement libéral a récemment adopté le projet de loi C-13, qui donne au commissaire aux langues officielles les moyens de veiller au respect de la *Loi sur les langues officielles* et garantit le droit de travailler en français dans les entreprises relevant de la compétence du gouvernement fédéral.

Les politiques du gouvernement fédéral sont davantage responsables de l'augmentation du coût de la vie que les prix abusifs demandés par les grandes entreprises.

De nombreux.ses Canadien.ne.s ont du mal à faire face à l'augmentation du coût des biens et des services, un phénomène connu sous le nom d'« inflation ». Pour tenter de contrôler l'inflation, la Banque du Canada, qui détermine la politique monétaire du pays et qui est la seule organisation légalement autorisée à imprimer de la monnaie, a haussé ses taux d'intérêt à dix reprises entre janvier et septembre 2022. La hausse des taux d'intérêt affecte les propriétaires et les autres personnes ayant contracté des prêts, en augmentant leurs paiements mensuels.

À l'inverse, de nombreux.ses Canadien.ne.s ont accusé les grandes chaînes d'alimentation, qui sont restées très rentables malgré l'inflation, d'augmenter le coût des produits alimentaires de manière disproportionnée, et donc de refiler la facture à leurs client.e.s.

Tous.les les Canadien.ne.s devraient avoir accès à des médicaments d'ordonnance payés par le gouvernement.

Bien que le Canada soit connu pour son système de soins de santé universel, les médicaments d'ordonnance ne sont actuellement pas couverts par cette politique, ce qui empêche certain.e.s Canadien.ne.s dépourvu.e.s d'assurance maladie

d'accéder à des traitements. Des études récentes montrent que plus d'une personne sur cinq a du mal à payer ses médicaments d'ordonnance. En 2022, le Parti libéral de Justin Trudeau a conclu un accord de confiance et d'approvisionnement avec le Nouveau Parti démocratique (NPD), sur la base d'une promesse de mise en œuvre d'un cadre national d'assurance-médicaments, qui n'a pas encore vu le jour.

Les normes environnementales devraient être plus sévères, même si elles entraînent une augmentation des prix pour les consommateurs.rice.s.

Au Canada, il existe des règles qui visent à limiter les dommages que les grands projets peuvent causer à l'environnement et à la santé. Ces règles obligent à investir dans des technologies permettant de réduire la pollution, à modifier les pratiques qui contribuent à la pollution ou à payer des frais sur la pollution émise.

En 2019, une loi a été adoptée visant à renforcer le processus d'évaluation environnementale. Les nouvelles exigences du processus obligent les entreprises à consulter le public. Ces changements sont critiqués par le secteur de l'énergie, qui craint que cela nuise à la rentabilité des projets d'exploitation des ressources.

Combien d'aide financière l'industrie pétrolière et gazière devrait-elle recevoir du gouvernement canadien?

Un rapport de 2022 estime que le Canada a versé au moins 20 milliards de dollars en mesures de soutien financier et en subventions à l'industrie des combustibles fossiles au cours de l'année. Ce soutien peut être direct (en fournissant des fonds pour la recherche et le développement, par exemple) ou indirect (en réduisant les impôts que les entreprises doivent payer).

Le Canada s'est engagé à mettre fin au financement public de l'exploitation du charbon, du gaz et du pétrole et à réorienter ses investissements vers les énergies renouvelables. Avec les États-Unis, le Royaume-Uni et 21 autres pays, le Canada (soit le gouvernement et ses agences) a accepté de cesser de financer le développement de nouveaux gisements pétroliers au moyen de prêts, de garanties de prêts, de subventions, d'achat d'actions et de protections d'assurance.

Les soins dentaires devraient être remboursés pour les Canadien.ne.s qui n'ont pas d'assurance maladie et dentaire.

Même si le Canada dispose d'un système de soins de santé universel, les soins dentaires ne sont généralement pas couverts. Statistique Canada a révélé qu'un.e Canadien.ne sur six ne va jamais chez le dentiste parce qu'il n'a pas d'assurance pour couvrir le coût des soins. Le fait de ne pas aller chez le dentiste peut conduire à des frais plus élevés à long terme, car certains problèmes mineurs qui ne sont pas traités à temps peuvent entraîner des problèmes de santé graves.

Depuis le début de l'année 2023, la prestation dentaire canadienne offre des soins dentaires pour toutes les enfants de moins de 12 ans. Au cours de l'année 2024, le programme s'étendra graduellement aux enfants de moins de 18 ans, aux aîné.e.s de plus de 65 ans et aux personnes vivant avec un handicap.

Combien d'impôts devraient payer les grandes sociétés?

Les entreprises doivent verser une part de leurs profits au gouvernement fédéral ainsi qu'aux gouvernements provinciaux ou territoriaux. Entre 2009 et 2013, le gouvernement conservateur a progressivement réduit le taux d'imposition fédéral net des sociétés (montant dû après les déductions) de 19 % à 15 %. Ce taux n'a pas changé depuis 2013. En octobre 2021, 136 pays ont conclu un traité mondial qui imposerait les grandes entreprises à un taux d'au moins 15 %.

Alors que certain.e.s disent que les entreprises pourraient payer davantage d'impôts et que cet argent servirait à financer des services destinés aux Canadien.ne.s, d'autres croient que des impôts élevés nuisent à la compétitivité des entreprises sur le marché et pourraient les inciter à s'installer à l'étranger.

Combien d'argent le gouvernement canadien devrait-il allouer aux services de santé mentale?

Selon Statistique Canada, en 2018, environ 5,3 millions de Canadien.ne.s disaient avoir eu besoin d'une aide en santé mentale au cours de l'année précédente. Parmi ces personnes, seulement 56 % ont obtenu les traitements dont elles avaient besoin. Selon Santé mentale pour enfants Ontario, 28 000 enfants et jeunes de la province attendent présentement des services en santé mentale.

Dans le cadre de l'élection fédérale de 2021, le chef du Parti libéral, Justin Trudeau, a annoncé un nouveau Transfert canadien en santé mentale visant à offrir un financement aux provinces et aux territoires pour offrir des services de santé mentale « de grande qualité, accessibles et gratuits ». Le gouvernement a promis un investissement de 4,5 milliards de dollars sur cinq ans. Les Libéraux ont également promis 500 millions de dollars sur quatre ans pour la création d'un nouveau fonds pour la santé mentale destiné aux jeunes et dont le but serait de réduire les délais d'attente pour des conseiller.ère.s en santé mentale dans les établissements d'enseignement postsecondaire. D'autres partis ont également promis d'augmenter le financement en santé mentale, s'ils sont élus.

Pour la plupart des jeunes Canadien.ne.s, posséder une maison n'est plus vraiment une option.

Avec la hausse du coût des logements au Canada, il est de plus en plus difficile pour de nombreux. ses Canadien.ne.s d'acheter une maison. Selon un rapport de 2023 de la Banque Royale du Canada, plusieurs régions, incluant Toronto, Vancouver et les municipalités environnantes, font face à une crise de l'abordabilité majeure, en dépit de certaines améliorations. À Toronto, les propriétaires d'une maison unifamiliale peuvent s'attendre à consacrer 85,9 % de leur revenu au logement. Pour une copropriété divisée (condominium), ce pourcentage est de 53,3 % et il est encore plus élevé dans certaines régions.

Dans un classement de 2021, Vancouver, Toronto et Hamilton sont arrivées en tête de liste des villes les moins abordables en Amérique du Nord.

Le gouvernement fédéral devrait augmenter les montants d'argent qu'il transfère aux provinces et aux territoires pour les soins de santé.

Les gouvernements provinciaux et territoriaux doivent fournir des soins de santé à leurs résident.e.s. Pour leur venir en aide, le gouvernement fédéral verse un financement dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé (TCS).

Les provinces et les territoires ont reçu 43,1 milliards de dollars en 2021-2022 par le biais du TCS. En mars 2021, le gouvernement avait également annoncé un montant supplémentaire ponctuel de 4 milliards de dollars, s'ajoutant au TCS, pour répondre aux demandes des provinces et des territoires qui affirment que le TCS n'est pas suffisant pour couvrir les coûts réels des soins de santé. Selon les gouvernements provinciaux et territoriaux, les répercussions à long terme de la COVID-19 et le vieillissement de la population entraînent des coûts plus élevés.

Les personnes riches ont des obligations financières plus importantes que celles du reste de la population en matière d'aide aux personnes dans le besoin.

Selon Statistique Canada, l'écart de richesse entre les riches et les pauvres se creuse à un rythme record en 2023, alors que les 20 % des personnes les mieux rémunérées détiennent 67,8 % de la valeur nette du pays, tandis que le 80 % de Canadien.ne.s restant n'en détiennent que 33,2 %. Des philosophes moraux se demandent si les plus riches ont l'obligation d'aider les plus pauvres. Certain.e.s soutiennent que si une personne a le pouvoir d'empêcher qu'un malheur se produise sans causer de dommages importants à elle-même ou à son entourage, elle doit agir en ce sens. D'autres personnes ne sont pas d'accord et pensent que tous les membres de la société devraient contribuer de la même manière, qu'ils soient riches ou pauvres.

Le Canada a la responsabilité d'agir en matière de changements climatiques, même si les plus grands émetteurs de gaz à effets de serre de la planète ne suivent pas son exemple.

En 2015, le Canada et 194 autres pays ont signé l'Accord de Paris. Le gouvernement s'est ainsi engagé à prendre des mesures pour limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à un niveau bien inférieur à 2°C et à poursuivre les initiatives visant à limiter l'augmentation à 1,5°C.

Comme le Canada émet moins de 2 % des émissions de gaz à effet de serre (GES), plusieurs estiment que toute réduction de son côté n'aura pas une grande incidence sur les émissions mondiales. En comparaison, en 2014, le plus gros émetteur était la Chine (26 % des émissions de GES). Malgré ces chiffres, de nombreuses personnes jugent que le Canada devrait jouer un rôle important à l'échelle mondiale en prenant des mesures pour réduire ses émissions de GES.

L'éducation postsecondaire devrait être gratuite, même si cela entraîne une hausse des impôts pour tout le monde.

Les frais de scolarité pour un programme de premier cycle accueillant des étudiant.e.s canadien.ne.s à temps plein étaient d'en moyenne 6 580 \$ pour l'année scolaire 2021-2022. Ce montant est de 1,7 % supérieur à celui de l'année scolaire précédente. En moyenne, au moment d'obtenir leur diplôme, les étudiant.e.s universitaires ont accumulé une dette de plus de 26 000 \$. Pour payer leurs droits de scolarité, de nombreux.ses jeunes Canadien.ne.s doivent s'endetter encore davantage. En 2018, les étudiant.e.s canadien.ne.s devaient 28 milliards de dollars à tous les ordres de gouvernement, dont 19 milliards de dollars au gouvernement fédéral.

Certaines personnes demandent la gratuité des études postsecondaires pour que les jeunes du Canada puissent suivre une formation sans avoir à s'inquiéter de la hausse du coût de la vie et du remboursement de leur dette d'étude, qui peut parfois s'étaler sur de nombreuses années.

Combien d'argent le gouvernement fédéral devrait-il allouer à Radio-Canada/CBC?

La Canadian Broadcasting Corporation (CBC), connue sous le nom de Radio-Canada en français, a été créée en 1936 et a pour mission de promouvoir le contenu canadien par le biais de la radiodiffusion. Radio-Canada bénéficie d'un important budget annuel de 1,2 milliard de dollars. Les partisan.ne.s de la suppression du financement de Radio-Canada affirment que la baisse de son audience ne justifie pas un budget aussi élevé, tandis que d'autres soutiennent que son contenu est trop politique ou biaisé. Quant à ceux qui soutiennent la société, ils affirment que ce financement permet aux Canadien.ne.s d'avoir accès à un contenu canadien de qualité et à des informations sur l'actualité, ce qui est d'autant plus important dans un écosystème médiatique où la désinformation est omniprésente.

La meilleure façon de s'attaquer à la crise du coût de la vie est de réduire les impôts.

Le coût du logement a augmenté ces dernières années, tant pour les acheteur.euse.s potentiel.le.s que pour les locataires. Par exemple, pour s'offrir une maison à Toronto, les ménages ont besoin d'au moins 234 250 dollars par an, ce qui est bien supérieur au revenu médian des ménages en Ontario, qui est actuellement de 74 260 dollars. Le coût moyen d'un appartement au Canada a également augmenté de 11,1 % au cours de l'année écoulée.

Certaines personnes ont fait valoir que la réduction des impôts peut contribuer à diminuer la pression sur les Canadien.ne.s pendant que le coût de la vie se stabilise. D'autres font valoir que la réduction des impôts conduirait probablement à la suppression de services publics dont dépendent les Canadien.ne.s vulnérables, qui risquent de subir les pires effets d'une augmentation du coût de la vie.

On devrait interdire aux étranger.ère.s qui vivent à l'extérieur du pays d'acheter des maisons au Canada.

En 2017, Statistique Canada a révélé qu'environ 3,4 % des maisons à Toronto et 4,8 % des maisons à Vancouver étaient détenues par des personnes qui ne résidaient pas au Canada. Pour régler les problèmes

d'abordabilité des maisons, certaines personnes proposent d'interdire aux personnes n'ayant pas le statut de citoyen.ne ou de résident.e permanent.e d'acheter des maisons au Canada.

Les personnes en faveur de l'interdiction craignent que les propriétaires étranger.ère.s ne contribuent à réduire le nombre de maisons disponibles pour les Canadien.ne.s et les résident.e.s permanent.e.s et fassent grimper le prix des maisons. Cependant certaines personnes croient que cette mesure pourrait avoir des effets pervers et inciter d'autres pays, comme les États-Unis, à augmenter le prix que les Canadien.ne.s doivent payer pour acquérir des propriétaires étranger.ère.s.

Le déficit du budget fédéral devrait être réduit même si cela entraîne une diminution des services publics.

On parle de déficit lorsque les dépenses annuelles des gouvernements sont plus élevées que leurs revenus. Quand cela arrive, les gouvernements empruntent de l'argent pour combler l'écart entre les sommes dues et les sommes dépensées. Ils peuvent également réduire leurs dépenses ou augmenter les taxes et les impôts.

Dans le budget de 2023, le déficit est estimé à 40.1 milliards de dollars pour l'année fiscale 2023–2024. Le déficit est en hausse par rapport à celui de 2022–2023, estimé à 35.3 milliards de dollars.

L'écart entre les plus riches et les plus pauvres est trop important.

Des études montrent que les inégalités croissantes (distribution inéquitable de la richesse) dans une société nuisent à sa croissance économique. Le coefficient de Gini (une mesure des inégalités économiques) est en déclin au Canada ces dernières années. Un coefficient élevé indique une grande concentration de la richesse entre les mains d'un petit nombre de personnes, un coefficient en déclin est donc une bonne nouvelle pour le Canada. Cependant, une étude de 2017 révélait que la hausse des inégalités au Canada est généralement concentrée dans les villes les plus peuplées du pays, comme Toronto, Montréal, Vancouver et Calgary.

Les personnes riches devraient payer un impôt sur leur patrimoine global et non seulement sur leur revenu.

Un rapport de 2020 du directeur parlementaire du budget (DPB) établit que 1 % des Canadien.ne.s les plus riches possèdent plus de 25 % de la richesse du pays. Le montant d'impôt que doivent payer les Canadien.ne.s est calculé en fonction du revenu gagné chaque année.

Le NPD et le Parti vert, au fédéral, ont proposé un impôt additionnel pour les ménages canadiens dont les actifs sont supérieurs à 20 millions de dollars. Le DPB estime que cette mesure pourrait générer 5,6 milliards de dollars de revenus supplémentaires pour le gouvernement chaque année. Certaines personnes sont contre cet impôt et affirment qu'il sera difficile et coûteux à mettre en place, et que cette mesure poussera les Canadien.ne.s les plus riches à ne pas payer leurs impôts en profitant des failles de la loi.

Combien d'argent le Canada devrait-il consacrer à l'aide étrangère?

De nombreux pays riches, dont le Canada, versent une aide financière à des pays plus pauvres. En 2020, le Canada a versé 5 milliards de dollars (US) en aide officielle au développement, soit environ 0,31 % du produit intérieur brut (PIB - le revenu global généré par la population et les entreprises d'une nation). En 2021, le Canada a promis d'allouer 1,4 milliard de dollars de plus à l'aide internationale sur cinq ans.

Certain.e.s représentant.e.s d'organismes de développement et d'aide humanitaire du Canada affirment que le pays pourrait en faire davantage pour atteindre ses cibles internationales et qu'il devrait bonifier son offre en matière d'aide étrangère. D'autres jugent que ces fonds devraient plutôt servir à améliorer les conditions sociales et économiques au Canada.

Pensez-vous que le Canada en fait trop, pas assez ou suffisamment pour aider : le peuple palestinien, Israël, l'Ukraine.

En février 2022, la Russie a lancé une invasion à grande échelle de l'Ukraine. Le Canada abrite le troisième plus grand nombre d'Ukrainien.ne.s, après l'Ukraine et la Russie, et a soutenu l'effort de guerre défensif de l'Ukraine à hauteur de 9,5 milliards de dollars en fonds publics jusqu'à présent. Alors que la guerre dure depuis près de deux ans et que l'Ukraine passe maintenant à une stratégie de contre-offensive, reprenant les terres perdues avant même 2022, certain.e.s ont fait valoir que le Canada devrait se concentrer sur les enjeux nationaux, tels que la pauvreté et le nombre de sans-abri. D'autres estiment que le Canada a le devoir moral de continuer à soutenir l'Ukraine jusqu'à ce que le pays parvienne à une issue favorable à son effort de guerre.

Historiquement, le Canada est un allié proche d'Israël, qui est son partenaire le plus proche au Moyen-Orient. En ce qui concerne le conflit israélo-palestinien, le Canada est un fervent défenseur d'une solution à deux États, dans laquelle les Israélien.ne.s et les Palestinien.ne.s formeraient des pays distincts dans la région. Le Canada soutient le droit d'Israël d'assurer sa propre sécurité et de se défendre, et condamne tous les actes terroristes.

DÉFINITIONS

AIDE ÉTRANGÈRE

Aide fournie par un pays à un autre. Cette aide peut prendre la forme d'un cadeau, d'une subvention ou d'un prêt.

ASSURANCE

Financement fourni par une organisation, un employeur, un syndicat ou un gouvernement pour aider la personne qui bénéficie de l'assurance à couvrir les coûts de ses soins (dans le cadre d'une assurance maladie).

DÉFICIT

Lorsque le gouvernement a davantage de dépenses que de revenus et qu'il doit emprunter de l'argent pour combler l'écart.

ÉMISSIONS DE GAZ À EFFETS DE SERRE

Désigne les gaz à effet de serre (GES) libérés dans l'atmosphère par l'activité humaine. Il s'agit en grande partie de dioxyde de carbone provenant de la combustion de combustibles fossiles : charbon, pétrole et gaz naturel.

IMPÔTS

Un montant d'argent exigé par l'État afin d'assurer les dépenses publiques.

INTERDICTION

Dans un contexte juridique, ce terme signifie empêcher une personne ou un groupe de faire quelque chose au nom de la loi.

MÉDICAMENTS DÉLIVRÉS SUR ORDONNANCE

Un médicament qui n'est délivré qu'à une personne qui est en mesure de présenter une prescription écrite d'un.e médecin.

OBLIGATION

Quelque chose qui doit être fait pour des raisons morales ou légales.

REVENU

Argent perçu en échange d'un travail ou grâce à des investissements, généralement sur base régulière.

REVENU MINIMUM GARANTI

Un revenu minimum garanti, ou revenu de base, est un transfert d'argent inconditionnel que le gouvernement consent directement aux Canadien.ne.s pour veiller à ce qu'ils puissent subvenir à leurs besoins de base et conserver une qualité de vie adéquate. Ce montant serait versé à toute personne, quelle que soit sa situation professionnelle.

Les Consultations budgétaires auprès des élèves sont un programme de :



639 rue Queen Ouest, bureau 504

Toronto, ON M5V 2B7

1-833-503-3366

WWW.CIVIX.CA

WWW.CONSULTATIONSBUDGETAIRES.CA